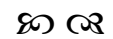
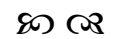


*Les Adhérents Socialistes en
1998*



Françoise Subileau, Colette Ysmal, Henri Rey



Mai 1999

I – SOCIO-DEMOGRAPHIE, SOCIALISATION, ITINERAIRES.....	5
SOCIO-DEMOGRAPHIE DU PS	6
LA SOCIALISATION POLITIQUE	14
LES ITINERAIRES MILITANTS	27
LES SYSTEMES D'OPINION	36
II – ADHERENTS ET MILITANTS DANS LE PARTI.....	44
LES MOTIVATIONS DE L'ADHESION	47
<i>L'homogénéité du parti</i>	51
MILITER	55
<i>Un militantisme limité mais préservé</i>	56
<i>Coûts et avantages du militantisme</i>	60
UNE SATISFACTION RELATIVE.....	65
<i>La satisfaction à l'égard de la machine partisane</i>	66
<i>Adhérents, élus et dirigeants</i>	69
Adhérents et dirigeants.....	69
Adhérents et élus	73
III – NOUVEAUX ADHERENTS, NOUVEAUX ENJEUX ?.....	78
LES SOCIALISTES APRES MITTERRAND.....	80
IMMIGRATION ET INSECURITE	93
IV – RESULTATS D'ENSEMBLE (EN %)......	101

L'enquête que nous avons effectuée en 1985-1986 auprès des militants socialistes¹ concernait trente fédérations réparties sur le territoire national, représentant environ 40% des effectifs du PS. Le choix des fédérations avait été guidé par deux exigences : tenter de saisir la réalité du PS au niveau national, en échappant au cadre monographique habituel des études réalisées jusqu'alors ; tenir compte de critères socio-économiques d'une part et historico-politiques de l'autre. Nous voulions obtenir une image aussi fidèle que possible du PS, du point de vue de son recrutement et de celui de ses composantes idéologiques. Nous avons obtenu 4319 réponses, assez largement représentatives des données fournies par le fichier national des adhérents (sexe, âge, date d'adhésion, profession). Pour cette opération, avec l'aval du secrétariat national aux fédérations mais sans son soutien actif, les fédérations se sont le plus souvent chargées du tirage, de la distribution et du retour du questionnaire. Celui-ci a été diffusé dans la presse fédérale pour les grandes fédérations et dans les réunions de section pour les fédérations ne jouissant pas de moyens importants. L'enquête comportait quatre grandes dimensions : les trajets sociaux, les itinéraires idéologiques, les raisons de l'adhésion et les significations attribuées au militantisme, les opinions politiques et les systèmes de valeurs.

¹. Cf. Rey (H.), Subileau (F.), *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Presses de Sciences Po, 1991. L'enquête s'est déroulée sur le terrain durant l'année 1985 et une partie de l'année 1986. Pour des raisons de commodité de l'exposé, nous parlerons de l'enquête de 1985.

Conçue dans le cadre d'une réflexion globale sur le militantisme politique, l'enquête nous a permis d'éclairer la complexité des mécanismes de l'adhésion partisane, tout en situant les militants par rapport au processus de reconstruction du socialisme français entrepris depuis Épinay.

Treize ans plus tard, il nous a paru intéressant d'étudier l'évolution interne du PS dans une perspective comparative, en reprenant les mêmes grandes dimensions. Certaines questions de la première enquête ont disparu, d'autres, nouvelles, ont été introduites selon les thématiques actuelles du débat politique. Diffusée dans *l'Hebdomadaire des socialistes*, l'enquête a recueilli 12 291 réponses. Elle a atteint les adhérents de toutes les fédérations. Une première exploitation des résultats montre des différences assez importantes par rapport à 1985 tant du point de vue de la composition socio-démographique du PS que des options idéologiques des militants. On pouvait craindre que ces différences soient dues essentiellement à un biais d'échantillonnage de la première enquête où les anciennes fédérations SFIO dominaient en nombre. Un contrôle statistique simple nous a permis de vérifier qu'il n'en est rien : les résultats que nous allons maintenant exposer sont les mêmes, que l'on considère l'ensemble des réponses ou seulement celles des trente fédérations autrefois retenues.

I – Socio-démographie, socialisation, itinéraires

Socio-démographie du PS

Nous écrivions en 1991 que le PS se heurtait à trois difficultés dans ses efforts de recrutement : il parvenait difficilement à susciter l'adhésion des femmes, à assurer son propre renouvellement en attirant à lui de jeunes adhérents et à s'implanter dans le monde ouvrier. Il faut bien reconnaître que ces difficultés persistent aujourd'hui et même s'accroissent (cf. tableau 1).

**Tableau 1 : Évolution socio-démographique du PS
(en %)**

	1985	1998
Sexe		
Hommes	79	72
Femmes	20	26
Âge		
Moins de 30 ans	7	5
30-39 ans	26	9
40-49 ans	28	19
50-59 ans	18	27
60-69 ans	14	23
70 ans et plus	7	17
Diplôme		
CEP ou aucun	13	10
CAP, BEPC, diplôme technique équivalent	24	21
Baccalauréat	16	19
Diplômes universitaires	24	33
Grande école	15	7
Autre(s) diplôme(s)	7	6
CSP		
Cadre supérieur	19	20
Professeur	9	14
Instituteur	17	9
Autre profession intermédiaire	22	25
Employé	10	11
Ouvrier	10	5
Autre	11	14
CSP du père		
Agriculteur, petit commerçant, artisan	24	24
Cadre supérieur	11	18
Cadre moyen	19	24
Employé	15	24
Ouvrier	28	8

La féminisation du PS se poursuit, mais lentement : en 13 ans, le PS n'a «gagné» que 6% de femmes. Elles ne représentent qu'un quart de la population militante malgré une volonté de promotion affichée par la politique des quotas (10% revendiqués au congrès de Suresnes en 1974, 15% au congrès de Nantes en 1977, 30% au congrès de Rennes en 1990). De ce point de vue, la discussion actuelle sur la parité hommes/femmes dans la vie politique apparaît quelque peu surréaliste, si on observe la proportion de femmes responsables dans le parti ou élues : sur les 118 responsables nationaux qui ont répondu au questionnaire, 79% sont des hommes ; sur les 973 responsables fédéraux 77% ; même au simple niveau de la section, 80% des 1 800 responsables sont des hommes. Une tendance identique s'affirme dans le domaine des mandats électifs : pour 749 maires, il y a 9% de femmes, pour 4 046 conseillers municipaux 19%, pour 321 conseillers généraux 12%. Quant aux 126 parlementaires, 80% sont des hommes. Pourtant, plus des trois-quarts des militants se déclarent favorables à l'inscription de la parité hommes/femmes dans la constitution (51% très favorables, 26% assez favorables). Voeu pieux ou volontarisme politique ? En tout cas, la parité reste un idéal.

Deuxième observation : d'après nos données, le PS est un parti vieillissant. En 1985, 39% des militants étaient âgés de 50 ans et plus, ils sont 67% en 1998. Le solde le plus important concerne la tranche d'âge 30-39 ans : il y a une perte de 17 points entre 1998 et 1985. Ce vieillissement du parti est confirmé par deux observations :

40% des militants qui ont répondu à l'enquête se déclarent aujourd'hui retraités contre 17% en 1985 ; la même proportion (14%), aux deux dates, déclare avoir adhéré avant 1971, date du congrès d'Épinay. Dans la même perspective, les anciens adhérents de la SFIO sont proportionnellement plus nombreux en 1998 (10%) qu'en 1985 (4%). Ces différentes observations vont bien dans le même sens, celui du vieillissement de l'organisation. Plusieurs explications peuvent être avancées à ce sujet. En premier lieu, les militants les plus âgés, notamment les retraités, auraient plus de temps pour répondre à un questionnaire long, ce qui tendrait à augmenter artificiellement leur poids relatif dans l'enquête. Mais cette explication valait aussi en 1985, elle ne saurait rendre compte en totalité de la tendance observée. En second lieu, on mesure peut-être ici l'effet de la crise de la participation politique et de la désaffection des jeunes adultes à l'égard des organisations partisans. Enfin, on constate éventuellement les effets de la sélection par les départs : les adhérents jeunes, ou d'âge moyen, auraient été plus nombreux à abandonner le militantisme durant la période que les adhérents les plus âgés ayant connu un parcours militant antérieur à leur adhésion au PS.

Quant à la faiblesse du recrutement en milieu ouvrier, elle s'est encore accentuée en 1998 par rapport à 1985 : 5% seulement des militants sont ouvriers contre 10% dans le passé et 8% aujourd'hui, contre 28% alors, sont enfants d'ouvriers. La prédominance des couches moyennes salariées se renforce : en 1998,

les militants socialistes sont plus souvent enfants de cadres supérieurs (+ 7 points), de membres des catégories intermédiaires (+ 5 points). Mais surtout, ils sont nettement plus souvent enfants d'employés (+ 9 points), au détriment de l'origine ouvrière. On peut estimer que le statut social d'employé n'est guère supérieur à celui d'ouvrier et qu'ainsi l'origine sociale des socialistes ne se serait pas modifiée depuis 1985. Mais, à cette date, 43% des militants provenaient de milieux populaires (ouvriers et employés) alors que ce n'est plus le cas que de 32% d'entre eux aujourd'hui. En outre, le déclin de l'origine ouvrière (- 20 points entre 1985 et 1998) est nettement supérieur au progrès de l'origine «employé» (+ 9 points).

Le groupe enseignant lui-même connaît un certain «embourgeoisement» puisque la catégorie des instituteurs diminue de 8 points entre 1985 et 1998 (respectivement 17 et 9%), au profit de celle des professeurs de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur qui passe de 9% à 14% entre les deux dates. Mais sans doute ici se manifestent en partie les conséquences de l'évolution du corps enseignant avec la création du corps de professeur des écoles. L'évolution démographique de la population d'âge scolaire peut expliquer également ces changements, l'enseignement primaire voyant diminuer ses effectifs dans le système d'enseignement en général.

Comme en 1985, le caractère socialement privilégié de la population des militants apparaît clairement lorsqu'on effectue la comparaison avec la population française. Si l'on prend pour

référence l'enquête Emploi de l'INSEE de 1997², la distribution des catégories socioprofessionnelles des «actifs occupés» (ne comprenant pas par définition les retraités, pré-retraités et chômeurs), fait apparaître des disparités considérables : quasi-inexistence des petites professions indépendantes et des agriculteurs (1% contre 10% dans la population globale) ; présence importante des catégories supérieures (10% de cadres administratifs supérieurs contre 6%, 8% des cadres techniques supérieurs contre 3%, 16% d'enseignants du supérieur et du secondaire contre 3%) et des catégories intermédiaires (6% d'instituteurs contre 3%, 12% de cadres administratifs moyens contre 7%, 7% d'autres professions intermédiaires contre 4%) ; et en revanche, forte sous représentation des catégories «employés» (13% contre 21%) et surtout «ouvriers» (4% contre 26%). L'écart entre la population des socialistes et celle des actifs français semble s'être encore accru par rapport à l'enquête de 1985.

Ce phénomène est lié avant tout à l'importance du capital scolaire des militants qui s'est encore enrichi depuis 1985. Un tiers seulement n'a pas atteint le niveau du baccalauréat alors que cela concernait 37% des adhérents de 1985. Une autre évolution est sensible : moins souvent anciens élèves de grandes écoles (7% contre 15%), les adhérents de 1998 sont plus souvent titulaires de diplômes universitaires (33% contre 24%). Notons que les femmes,

². Le dernier recensement, réalisé en 1990, est trop éloigné dans le temps pour que les comparaisons terme à terme soient valides.

globalement aussi diplômées que les hommes, sont moins nombreuses à occuper des emplois de cadres supérieurs administratifs ou techniques (8% contre 20%). Ici encore, les inégalités hommes/femmes toujours vivaces dans la population globale se reproduisent au sein du PS. En outre, la structure des emplois féminins est comparable à celle de la population active : les femmes sont plus souvent employées (19% contre 9% des hommes) ou membres des professions intermédiaires du secteur social (11% contre 3%) et moins souvent ouvrières (3% contre 6%) ou techniciennes (2% contre 11%).

Par rapport à 1985, les militants sont plus nombreux à travailler dans le secteur privé (42% contre 32% auparavant). On peut supposer que le processus de privatisation des entreprises publiques n'est pas étranger à cet accroissement du secteur privé au sein des adhérents du PS. Le niveau scolaire de ceux qui appartiennent à la Fonction publique est nettement plus élevé (45% ont un diplôme supérieur au baccalauréat contre 36% des salariés du secteur privé et 35% de ceux du secteur public). Ceci s'explique aisément par la présence des enseignants d'une part, mais aussi par celle des cadres administratifs supérieurs plus présents dans la Fonction publique (54%) que dans le secteur privé (31%). Ces deux groupes professionnels contribuent, de fait, à renforcer le pôle d'excellence de la Fonction publique. Les ingénieurs et cadres techniques supérieurs, plus nombreux dans le secteur privé (59%) que dans la Fonction publique (15%), et dont le niveau de diplôme

est équivalent, ne suffisent pas à compenser le «déséquilibre» scolaire entre public et privé.

Par ailleurs la précarité de l'emploi ne connaît pas de progression notable au sein du PS, comme c'est le cas dans la population globale : 5% des adhérents étaient en situation précaire en 1985, ils sont 4% aujourd'hui ; 2% étaient au chômage à la même date, ils sont 3% aujourd'hui. Le PS est donc bien toujours le parti des «salariés protégés», soit par leur statut, soit par l'excellence de leur niveau scolaire et de leur qualification. Mais la structure des situations professionnelles est sensiblement différente aujourd'hui : 38% seulement des militants exercent une activité à temps plein (que ce soit sous contrat à durée indéterminée ou déterminée) contre 65% en 1985. C'est, bien entendu, à la forte présence déjà notée, des retraités et des préretraités qu'on le doit (respectivement 40% et 20%).

Qui sont ces retraités ? Essentiellement, d'une part, les agriculteurs et les membres des petites professions indépendantes (artisans et commerçants) et, de l'autre, les instituteurs : 64% des premiers et 65% des seconds sont à la retraite. Ce n'est le cas, si l'on peut dire, que de la moitié des techniciens et des ouvriers et du quart seulement des professeurs de l'enseignement supérieur et des professions intermédiaires du secteur sanitaire et social. Le taux de retraités chez les cadres supérieurs techniques, les professeurs de l'enseignement secondaire et les cadres administratifs moyens est, lui, comparable à la moyenne de l'échantillon (environ 43%).

Notons, par ailleurs, que les catégories socioprofessionnelles les plus fragilisées par le chômage sont les employés, les ouvriers et les professions intermédiaires du secteur social (6% pour une moyenne de 4%).

L'analyse de la structure professionnelle selon l'âge montre que les professeurs de l'enseignement secondaire et les instituteurs appartiennent aux tranches d'âge élevées (au-delà de 50 ans) alors que les employés, au contraire, sont nettement plus présents chez les moins de 40 ans. Les autres catégories socioprofessionnelles se distribuent de façon pratiquement égale dans toutes les tranches d'âge. L'âge élevé des enseignants peut s'interpréter en termes de fidélité partisane et de continuité du militantisme. Toutefois, ces résultats laissent supposer, aussi, que le PS recrute moins souvent qu'autrefois chez les jeunes enseignants. Il faut cependant considérer ces résultats avec prudence, dans l'attente d'un contrôle de représentativité plus précis.

La socialisation politique

Il existe une autre différence importante entre les deux populations interrogées à treize ans d'intervalle : les militants de 1998 se situent à gauche sur l'axe Gauche-Droite plus souvent que ceux de 1985 (cf. tableau 2)

Tableau 2 : La socialisation politique (en %)

	1985	1998
Position sur l'axe Gauche-Droite		
Gauche 1	1	2
2	31	45
3	59	46
4	8	5
Position du père		
Plutôt de gauche	48	64
Plutôt de droite	24	21
Ni l'un ni l'autre	22	12
Position de la mère		
Plutôt de gauche	37	55
Plutôt de droite	26	22
Ni l'un ni l'autre	29	22
Pratique religieuse		
Cat. prat.	12	12
Cat. non prat.	35	36
Autre religion	5	4
Sans religion	40	47
Pratique du père		
Cat. prat.	23	20
Cat. non prat.	46	46
Autre religion	6	5
Sans religion	21	25
Pratique de la mère		
Cat. prat.	40	36
Cat. non prat.	43	45
Autre religion	5	5
Sans religion	9	12

En 1985, 32% des adhérents interrogés se déclaraient de gauche ou d'extrême-gauche, c'est le cas de près de la moitié de ceux

qui ont répondu à l'enquête en 1998 (47%)³. Le vieillissement du parti correspondrait-il à un ancrage à gauche plus prononcé ? C'est vrai dans une certaine mesure : se déclarer de gauche ou d'extrême-gauche augmente régulièrement avec l'âge (43% chez les moins de trente ans, 51% chez les soixante-dix ans et plus) (cf. tableau 3). Autrement dit, seraient restés membres du parti socialiste les adhérents dont les systèmes de valeurs sont les plus enracinés à gauche.

Tableau 3 : Position sur l'axe gauche-droite selon l'âge (en %) *

% —>	Axe gauche-droite	
	Positions 1 et 2 Extrême-gauche et Gauche	Positions 3 et 4 Centre gauche et Centre
Âge		
Moins de 30 ans	43	57
30-39 ans	45	53
40-49 ans	47	52
50-59 ans	48	52
60-69 ans	48	51
70 ans et plus	51	48

* Les classes d'âge ont été définies comme en 1985 pour des raisons de comparabilité.

³. En 1998, comme en 1985, pratiquement aucun militant ne se place au-delà de la position 4, position centrale (8% en 1985, 5% en 1998). 41% des électeurs se situaient « plutôt à gauche » dans l'enquête post-électorale Cevipof, Libération, Sofres de 1997. Quant aux adhérents du Parti communiste interrogés en 1998 par Platone (F.) et Ranger (J.), 88% se situent en position 1 et 2 sur l'axe gauche-droite.

Les différences observées sont cependant assez faibles et ne permettent pas d'attribuer la montée de la gauche à de simples effets générationnels. Les positions sur l'axe gauche-droite varient encore moins entre hommes et femmes : leur distribution est pratiquement comparable. En revanche, la combinaison entre sexe et âge entraîne des variations relativement importantes : plus les hommes sont âgés, plus ils se déclarent de gauche (40% chez les moins de 30 ans, 53% chez les plus de 70 ans) selon une augmentation régulière par tranche d'âge ; inversement, jusqu'à 50 ans les femmes se déclarent plus souvent à gauche que les hommes (par exemple 50% des femmes de moins de 30 ans contre 40% de leurs homologues masculins) mais moins souvent au-delà (44% contre 50% des hommes entre 60 et 69 ans, 47% au lieu de 53% après 70 ans).

De la même façon, les différences selon le diplôme et la catégorie socioprofessionnelle sont relativement faibles. On voit de fait s'opposer deux groupes : le plus défavorisé, tant du point de vue du niveau de diplôme que du statut social (ouvriers et employés) où les positions 1 et 2 sur l'axe gauche-droite sont moins nombreuses et le groupe le plus favorisé culturellement et socialement parlant (haut niveau scolaire, groupe des enseignants) où elles sont au contraire plus nombreuses. Ainsi cette proportion varie de 38% chez ceux qui n'ont aucun diplôme à 51% chez ceux qui ont fait des études universitaires et de 41% chez les ouvriers à 55% chez les enseignants du supérieur, mais aussi les instituteurs. Nous retrouvons ici un phénomène déjà observé en 1985. Les instituteurs

et les simples bacheliers sont plus nombreux à choisir les positions de gauche : occupant une position centrale dans la hiérarchie socio-culturelle, ce groupe particulièrement nombreux de militants paraît jouer le rôle de pôle idéologique de l'organisation partisane.

Il semble que l'orientation à gauche des «nouveaux socialistes» tiennent moins à des facteurs socio-démographiques, ou à la période historico-politique telle que la définit la date d'adhésion, qu'au contexte de leur socialisation politique. Les études de socialisation ont montré l'importance de la transmission des valeurs familiales dans la construction des systèmes d'attitudes et d'opinions⁴. Pourtant, l'héritage n'est pas simple reproduction à l'identique et les itinéraires politiques individuels ne sont pas produits mécaniquement par les processus de socialisation. L'histoire propre des individus (phases ultérieures de la socialisation, événements marquants, mobilité inter-générationnelle...) peut infléchir les choix et les parcours des sujets. La comparaison des résultats des deux enquêtes permet, dans une certaine mesure, d'approfondir l'analyse et de préciser le mode d'influence de la socialisation sur les choix partisans. En 1985 nous notions que la moitié des militants socialistes étaient issus de familles de gauche mais que, du coup, l'autre moitié avait parcouru un itinéraire de rupture idéologique avec un milieu d'origine de droite. Nous parlions alors de «socialisme d'héritage» et «de socialisme de rupture».

Le socialisme d'héritage, sorte de deuxième nature, entraînait l'affirmation plus nette d'une identité de gauche que ne le faisait le socialisme de rupture, produit d'une socialisation marquée par le conservatisme. Le socialisme d'héritage a gagné des points en 1998 : 64% des pères et 55% des mères sont classés à gauche contre respectivement 48% et 37% en 1985. Et ici, l'explication par la sélectivité des départs ne tient plus. On aurait pu en effet supposer que sont restés membres du PS ceux qui sont de gauche parce qu'ils ont été socialisés dans un milieu de gauche, plus favorable à la continuité de l'engagement partisan. Mais la relation entre l'orientation idéologique des parents et l'âge des militants montre que ce sont les plus jeunes (moins de 40 ans, mais surtout moins de 30 ans) qui sont plus souvent issus de familles de gauche (par exemple 83% des moins de 30 ans ont un père ou une mère de gauche contre respectivement 60 et 56% des 40-49 ans). C'est seulement chez les militants âgés de plus de 70 ans qu'augmente de nouveau la proportion de pères de gauche (cf. tableau 4). Le socialisme de rupture a donc perdu des points au profit du socialisme d'héritage, mais seulement dans une période récente.

⁴. Cf. Percheron (A.), «La socialisation politique, défense et illustration», in Grawitz (M.), Leca (J.), *Traité de science politique*, tome 3, *L'action politique*, Paris, PUF, 1985, pp. 165-235.

Tableau 4 : La socialisation politique selon l'âge
(en %)

Âge % →	Père			Mère		
	Plutôt de gauche	Plutôt de droite	Ni l'un et l'autre	Plutôt de gauche	Plutôt de droite	Ni l'un et l'autre
Moins de 30 ans	83	11	7	83	8	9
30-39 ans	71	19	10	67	16	17
40-49 ans	60	27	12	56	26	21
50-59 ans	62	26	13	53	25	22
60-69 ans	64	22	13	51	24	25
70 ans et plus	74	14	12	54	17	29

C'est l'explication principale, nous semble-t-il, du glissement à gauche constaté chez les membres du PS. Pourtant cette explication ne suffit pas : les positions 1 et 2 sur l'axe gauche-droite (extrême-gauche et gauche) sont, certes, un peu plus nombreuses chez les militants qui déclarent leur père ou leur mère plutôt de gauche, mais les différences observées sont faibles. D'ailleurs le rôle de la tradition familiale dans l'engagement militant diminue de 1985, où un quart des militants en font un élément très ou assez important de leur adhésion, à 1998 où cela ne concerne plus qu'un militant sur cinq.

Si l'on poursuit l'analyse en prenant en compte non seulement l'orientation politique de la famille d'origine mais aussi son degré de pratique religieuse, on vérifie la relation généralement observée entre choix politiques plus conservateurs et adhésion aux valeurs du catholicisme. Aujourd'hui les militants se déclarent catholiques pratiquants, non pratiquants ou appartenant à une autre

religion dans les mêmes proportions qu'en 1985. Ils sont un peu plus nombreux en revanche à se déclarer sans religion (47% contre 40%). Mais cela tient essentiellement à la variation du taux de non-réponses entre les deux enquêtes : en 1985 il était de 7%, il n'est plus que de 1% en 1998. De la même façon, il y a peu de différences dans la distribution des réponses concernant la pratique religieuse chez les pères et les mères entre les deux dates (cf. tableau 2). La socialisation dans une famille catholique est donc globalement ni plus ni moins fréquente qu'il y a treize ans. Mais dans ce domaine aussi, l'âge joue un rôle déterminant. La pratique religieuse des militants et celle de leur famille d'origine diminue fortement avec l'âge : 6% seulement des moins de 30 ans se déclarent catholiques pratiquants et 10% disent de même pour leur père et 19% pour leur mère, contre respectivement 18%, 23% et 43% des 60-69 ans (cf. tableau 5). Notons qu'au-delà de 70 ans, la pratique religieuse était un peu moins fréquente chez les parents, indice sans doute de l'influence laïque de la SFIO. En tout cas, dans le domaine de la pratique religieuse aussi, le socialisme d'héritage prend le dessus dans les jeunes générations.

Tableau 5 : La pratique religieuse chez les militants, leurs pères et leurs mères selon l'âge (en %)

Âge	Militants 1998				Pères				Mères			
	Cath. prat.	Non prat.	Autre religion	Sans religion	Cath. prat.	Non prat.	Autre religion	Sans religion	Cath. prat.	Non prat.	Autre religion	Sans religion
Moins de 30 ans	6	25	7	62	10	45	5	39	19	46	6	29
30-39 ans	7	33	8	52	17	44	8	30	26	48	8	18
40-49 ans	7	34	4	55	21	47	5	26	36	47	5	12
50-59 ans	10	39	3	47	24	47	4	25	40	45	4	10
60-69 ans	18	39	3	40	25	48	5	22	43	43	5	9
70 ans et plus	16	36	4	43	17	51	6	25	35	47	5	13

Par ailleurs, l'homogénéité idéologique du milieu social d'origine est très élevée : ainsi 76% des militants qui situent leur père à gauche font de même pour leur mère ; lorsque le père est catholique pratiquant, 91% des mères le sont également. La relation évoquée plus haut entre pratique religieuse et options conservatrices est une fois de plus vérifiée dans les familles d'origine : la quasi-totalité des parents sans religion (plus de 85%) sont définis comme de gauche par les militants contre un tiers seulement des parents catholiques pratiquants. Mais cette forte cohérence du contexte de la socialisation familiale exerce une influence complexe sur les choix idéologiques des militants : avoir un seul parent de gauche (quel qu'il soit) ou les deux ne modifie guère la distribution sur l'échelle gauche-droite que l'on observe dans le tableau 2 (cf. tableau 6).

Tableau 6 : La position sur l'axe gauche-droite selon les orientations idéologiques des parents (en %)

% ↓	Pères			Mères		
	Gauche	Droite	Ni Gauche ni Droite	Gauche	Droite	Ni Gauche ni Droite
Extrême-Gauche	2	2	2	2	2	2
Gauche	46	42	43	47	43	43
Centre Gauche	44	50	46	44	49	48
Centre	7	5	9	7	6	7

% ↓	Pères				Mères			
	Cath. prat.	Non prat.	Autre religion	Sans religion	Cath. prat.	Non prat.	Autre religion	Sans religion
Extrême-Gauche	2	2	2	2	2	2	3	3
Gauche	43	43	41	52	43	45	40	53
Centre Gauche	48	48	45	41	48	46	44	39
Centre	6	7	12	5	6	7	12	5

En revanche, la socialisation dans un milieu catholique pratiquant est toujours associée à des positions de gauche moins affirmées : 41% des militants catholiques pratiquants, non-pratiquants, ou appartenant à d'«autres» religions mais 57% des sans-religion choisissent les positions 1 et 2 sur l'axe gauche-droite. Or la proportion de catholiques pratiquants chez les militants augmente de 2% chez ceux dont la mère est sans religion à 25% chez ceux dont elle est catholique pratiquante, ces proportions étant respectivement de 3% et 33% pour les pères. Parallèlement les positions de gauche sont plus nombreuses quand les pères et les

mères sont sans religion (respectivement 54 et 57%) que quand ils sont de près ou de loin attachés à la pratique religieuse (en moyenne 46%). Le contenu idéologique latent du système de valeurs de la famille est donc toujours perceptible. Ainsi la pratique religieuse des parents se transmet apparemment mieux et joue un rôle plus important que leurs choix idéologiques. Toutefois, une autre hypothèse, non contradictoire, est concevable : s'il est vrai que le PS a vieilli, les effets des mécanismes de socialisation strictement politique ont pu s'atténuer au fil du temps, au profit de la socialisation partisane, alors que la pratique religieuse, propre à la sphère privée, aurait conservé son efficacité première.

Pour tenter de vérifier cette affirmation, un indicateur mesurant la cohérence idéologique des familles d'origine a été construit en tenant compte à la fois du degré d'imprégnation religieuse et des positions idéologiques des parents. On obtient ainsi huit groupes définis par le fait d'avoir aucun, un ou deux parents catholiques pratiquants et/ou de gauche. Un premier résultat confirme l'effacement relatif du socialisme de rupture par rapport à 1985 : la proportion de familles pratiquantes et conservatrices décline de 17% dans la première enquête à 11% en 1998. Parallèlement, les familles de gauche sans religion voient leur présence augmenter (de 25% à 37%). En outre, la proportion de familles ne répondant à aucun de ces deux critères (pratique religieuse et/ou choix de gauche) est en diminution sensible : elle

représentait près du quart des militants de 1985 (22%), elle n'en concerne plus que 12% en 1998.

Est-ce là l'explication la plus pertinente de la progression des positions de gauche dans le PS constatée plus haut ? En fait il ne le semble pas, car les caractéristiques idéologiques des familles d'origine n'induisent que de faibles différences sur la proportion de positions 1 et 2 sur l'axe gauche-droite (49% chez ceux dont les familles sont de gauche et sans religion, 43% chez ceux dont elles sont pratiquantes et de droite). En revanche, la pratique religieuses des sujets interrogés est toujours fortement dépendante du climat idéologique des familles d'origine : 3% sont catholiques pratiquants lorsque les parents sont (ou étaient), de gauche et sans religion contre 36% des enfants de parents pratiquants et de droite (cf. tableau 7).

**Tableau 7 : Les caractéristiques idéologiques selon le milieu d'origine
(% par case)**

Parents	Axe gauche-droite positions 1 et 2	Pratique religieuse
Pratiquant 0 de gauche 0	45	5
Pratiquant 0 de gauche 1	48	5
Pratiquant 0 de gauche 2	49	3
Pratiquant 1 de gauche 0	42	17
Pratiquant 1 de gauche 1	46	15
Pratiquant 1 de gauche 2	49	13
Pratiquant 2 de gauche 0	43	36
Pratiquant 2 de gauche 1	48	33
Pratiquant 2 de gauche 2	48	32

Mais le plus important, semble-t-il, est de constater que l'influence du milieu d'origine a perdu de sa force entre 1985 et 1998. Tout se passe comme si, en se généralisant, le socialisme d'héritage voyait ses effets s'affaiblir : dans la première enquête, les positions de gauche variaient de 25% chez les adhérents n'ayant aucun parent de gauche à 40% chez ceux qui en avaient deux ; aujourd'hui elles ne varient plus que de 43 à 49%. Le socialisme d'héritage est d'ailleurs moins souvent revendiqué comme raison de l'adhésion : en 1985, plus de la moitié des adhérents originaires de familles de gauche sans religion citaient la tradition familiale comme

un élément très important de leur démarche partisane ; ils ne sont plus que 11% en 1998. Même si l'intitulé de la question n'est pas strictement comparable d'une enquête à l'autre⁵, une telle différence suggère que la banalisation du socialisme d'héritage s'accompagne d'une évolution dans la signification de l'appartenance au PS. Dans la première enquête, on relevait l'existence d'un consensus global, attesté par les faibles variations des opinions selon les caractéristiques individuelles. En 1998, la diminution du recrutement dans les milieux catholiques, l'effacement de la «deuxième gauche», pour le dire en un mot celui de la mouvance rocardienne, ne peuvent que renforcer le processus d'homogénéisation partisane. C'est ce que confirme, nous semble-t-il, l'évolution des itinéraires militants.

Les itinéraires militants

Les mouvements de jeunesse et les partis politiques auxquels ont appartenu les militants avant d'adhérer au PS, les syndicats auxquels ils peuvent appartenir aujourd'hui représentent également des instances de socialisation, des organisations propédeutiques de l'engagement partisan. On constate, dans le tableau 8, que cet

⁵. Enquête de 1985 : Pouvez-vous nous dire si, lorsque vous avez décidé d'adhérer, les éléments suivants ont joué un rôle très important : - poursuivre la tradition politique de votre famille.

apprentissage de la politique est plus fréquent en 1998 qu'en 1985 en ce qui concerne les mouvements de jeunesse et les partis politiques. La socialisation par les organisations de jeunesse, politiques et partisans continuerait ainsi à exercer durablement ses effets. Le taux de syndicalisation, lui, en revanche, diminue apparemment mais on peut considérer que la proportion élevée de non-réponses à cette question en 1985 (10% contre 2% en 1998) masque sans doute le plus souvent l'absence d'affiliation syndicale. Pourtant, au-delà de ce constat global, des évolutions importantes se dessinent, notamment avec l'âge des militants.

Enquête de 1998 : Parmi les raisons qui vous ont conduit à adhérer, quelles sont celles qui vous paraissent importantes ou non ? très importantes : - suivre la tradition familiale.

Tableau 8 : Les itinéraires militants (en %)

	1985	1998
Mouvements de jeunesse		
Scout	10	11
JEC, JAC, JOC	10	14
UEC	1	1
MJS	7	7
Léo Lagrange	1	3
Divers	4	11
Aucun	58	50
Parti passé		
SFIO	4	10
CIR, FGDS	3	3
PSU	8	8
PC	3	4
Extrême-gauche	1	3
Non	72	66
Syndicat		
CGT	7	6
CFDT	25	24
FEN	16	12
		FSU 4
		SUD 1
FO	6	6
Associations professionnelles	7	9
Non	29	36

En premier lieu, la proportion plus de deux fois plus importante d'anciens adhérents SFIO en 1998 (10% contre 4% en 1985) tendrait à confirmer ce que nous avons dit du vieillissement du parti mais surtout à suggérer une plus grande fidélité militante et partisane par rapport à celle des anciens membres d'autres partis politiques.

En second lieu, le déclin du passage par les mouvements de jeunesse est très perceptible chez les militants les plus jeunes, surtout celui des mouvements d'inspiration catholique chez les moins de 50 ans pour le scoutisme, de moins de 40 ans pour les mouvements d'action catholique. En revanche, les anciens MJS sont beaucoup plus nombreux chez les moins de 30 ans (43%) qu'au-delà (13% des 30-39 ans). Ce qui tendrait à prouver d'ailleurs que l'appartenance au MJS n'est pas un gage futur de longévité partisane.

Enfin, l'évolution du taux de syndicalisation selon l'âge montre une désaffection certaine des plus jeunes adhérents à l'égard des organisations professionnelles : les deux-tiers des moins de 30 ans et plus de la moitié des 30-39 ans ne sont pas syndiqués (pour une moyenne de 35%). Et c'est l'affiliation à la CFDT qui semble le plus souffrir de cette désaffection : 10% des plus jeunes et 17% des 30-39 ans seulement sont membres de la CFDT pour une moyenne de 24%. Ce résultat, rapproché du constat du déclin parallèle chez les jeunes des mouvements de jeunesse catholique, traduit une évolution des systèmes de valeurs des militants et du contexte idéologique du PS⁶.

Les parcours militants confirment, comme autrefois, la coexistence au sein du PS de deux univers culturels : l'univers laïque de la gauche traditionnelle et l'univers catholique de ce que l'on appelait la «deuxième gauche». Ainsi par exemple, on a quatre fois

⁶. Le déclin de la CFDT chez les plus jeunes adhérents n'est pas compensé par l'existence des nouveaux syndicats SUD, qui ne représentent que 1% de la population de 1998. En revanche, les adhésions à la FSU compensent en partie les pertes enregistrées par la FEN.

plus de chances d'être syndiqué à la CFDT si on a appartenu à un mouvement d'action catholique (49%) plutôt qu'au MJS (13%). De la même façon, 48% des anciens adhérents du PSU sont syndiqués à la CFDT contre 5% à la CGT. Ou encore, 30% des anciens adhérents du PSU ont appartenu à des mouvements d'action catholique contre 5% des anciens adhérents de la SFIO, alors que 22% des anciens SFIO sont passés par le MJS pour 1% des anciens PSU. Enfin les nouveaux modes de syndicalisation (FSU, SUD) recrutent plutôt chez les anciens membres de l'extrême-gauche (13%) que chez des anciens SFIO par exemple (1%).

Le passage par ces instances de socialisation est également cohérent avec la socialisation inculquée dans la famille d'origine. On a, par exemple, beaucoup plus de chance d'avoir appartenu à un mouvement de jeunesse d'obédience catholique si les parents étaient catholiques pratiquants : le passage par les mouvements d'action catholique varie de 72% si la mère était catholique pratiquante à 2% si elle était sans religion ; dans le cas du père cela varie de 51 à 9%. Parallèlement 51% des adhérents de la CFDT ont eu une mère catholique pratiquante (33% en ce qui concerne le père) pour 31% seulement des adhérents de la CGT (14% en ce qui concerne le père). Enfin, 9% des anciens SFIO ont eu un père catholique pratiquant contre 34% des anciens PSU, les proportions respectives pour les mères étant de 24 et 53%.

Il existe ainsi une forte cohérence entre le contexte initial de la socialisation politique familiale et les itinéraires militants. Les mêmes relations s'observent évidemment au sein des cheminements

individuels. Les anciens PSU, les anciens scouts ou membres des mouvements d'action catholiques et les adhérents de la CFDT sont catholiques pratiquants beaucoup plus souvent que les autres socialistes : 20% des anciens PSU sont pratiquants contre 4% des anciens SFIO ; 23% des adhérents de la CFDT le sont également contre 6% de ceux de la CGT et 39% des anciens membres de l'action catholique contre 3% des jeunes socialistes. On a d'autant plus de chances d'avoir appartenu à un mouvement de jeunes d'inspiration catholique si on est originaire d'une famille catholique conservatrice et à un mouvement d'inspiration laïque si on vient d'une famille de gauche détachée de la religion. C'est vrai également pour l'appartenance à un parti politique avant l'adhésion au PS : plus de la moitié des anciens adhérents de la SFIO (54%) viennent de familles de gauche sans religion contre 26% des anciens membres du PSU et, inversement, 3% des premiers mais 19% des seconds appartenaient à des familles conservatrices et catholiques. Il en va de même pour la syndicalisation : l'affiliation à la CFDT varie de 17% lorsque les parents étaient de gauche et sans religion à 41% lorsqu'ils étaient catholiques et conservateurs.

Ces deux univers culturels sont, de fait, des univers idéologiques : la position sur l'axe gauche-droite dépend en partie de la nature du chemin parcouru. Pour ne prendre que les cas les plus extrêmes, on notera que les anciens scouts sont 47% à se placer à l'extrême-gauche et à gauche pour 63% des anciens UEC et 50% des anciens MJS ; que 73% des anciens militants de l'extrême-gauche se définissent ainsi contre 59% des anciens militants communistes,

58% des anciens PSU et 52% des anciens SFIO ; enfin, que 59% des syndicalistes CGT font de même contre 48% des cédétistes et 43% des adhérents de FO. Les processus de socialisation gardent leur efficace, les traditions politiques continuent de se transmettre.

Mais l'essentiel est peut-être ailleurs. Que le type d'itinéraire militant soit largement prédéterminé par la socialisation familiale n'a rien d'étonnant. Que l'existence de ces itinéraires soit d'autant plus fréquente que la famille d'origine était plus structurée du point de vue idéologique est beaucoup plus intéressant. Ainsi le groupe où il y a le moins d'anciens membres de mouvements de jeunes (catholiques ou laïcs), d'anciens membres de partis politiques (quels qu'ils soient), et de syndiqués aujourd'hui est celui des sujets originaires de familles où aucun des deux parents n'était catholique pratiquant et/ou de gauche. Ce sont les familles les moins politisées qui prédisposent à une adhésion directe au PS sans la médiation d'autres instances de socialisation. On observe en outre une spécificité des itinéraires selon les caractéristiques des familles d'origine : aux sujets originaires de familles catholiques, de gauche ou non, les mouvements de jeunesse (plus des deux tiers contre une moyenne de 46%) et la syndicalisation (mais avec des différences moins marquées (plus de 70% pour une moyenne de 65%) ; aux sujets originaires de familles de gauche non catholiques le passage par un parti politique avant l'adhésion au PS (mais là, les différences sont assez faibles, un tiers pour une moyenne de 28%).

Plus les familles d'origine sont idéologiquement cohérentes, plus les effets du processus de socialisation sont perceptibles.

L'importance d'une politisation anticipée, la familiarité précoce avec le discours politique, l'intérêt pour la politique apparu tôt dans le cycle de vie prédisposent à l'engagement partisan⁷. Nous notions en 1985 les effets de la «surexposition à la politique», effets toujours visibles en 1998. Or cette surexposition est plus fréquente précisément chez ces familles structurées : 47% de ceux qui viennent de familles de gauche sans religion se sont intéressés à la politique avant 18 ans contre seulement 32% de ceux dont les parents ne sont ni de gauche, ni catholiques pratiquants ; de même, on parlait très fréquemment politique dans 41% des familles de gauche sans religion ou de gauche et catholiques pratiquantes mais seulement dans 11% des familles où aucun parent n'était de gauche ou catholique pratiquant.

L'absence de relation entre le type de socialisation et la position sur l'axe gauche-droite n'en est que plus surprenante (cf. tableau 7). D'autant que plus de la moitié de ceux qui se sont intéressés très tôt à la politique (avant dix-huit ans) se situent à gauche (53%) contre seulement un peu plus d'un tiers de ceux qui ne s'y sont intéressés que (relativement) tard, après 25 ans (37%) d'une part et que, d'autre part, la moitié aussi de ceux chez qui on parlait très souvent politique se situent également à gauche (52%) contre 44% seulement de ceux chez qui on n'en parlait jamais. Il semble ainsi que la socialisation familiale ait joué son rôle avant l'adhésion partisane, suscitant des itinéraires militants, «produisant» de la surexposition politique, mais qu'elle ait cessé d'exercer des effets

⁷. Rey (H.), Subileau (F.), *Les militants socialistes...*, *op. cit.*

immédiats une fois franchi le pas de l'adhésion. L'organisation partisane interviendrait alors comme relais dans la formation des opinions, comme source d'uniformisation des options idéologiques.

Cette fonction régulatrice du parti apparaissait moins nettement dans l'enquête de 1985. L'influence de la socialisation sur les choix idéologiques individuels était beaucoup plus sensibles qu'ils ne le sont en 1998. Le socialisme d'héritage allait alors plus souvent de pair avec une origine populaire et un statut social modeste. Les enfants d'ouvriers et d'employés, les ouvriers eux-mêmes, les militants peu diplômés se distinguaient ainsi des enfants de travailleurs indépendants ou de cadres supérieurs dotés d'un fort capital scolaire, issus de familles de droite. Ce n'est plus vrai aujourd'hui : le niveau social, d'origine ou d'appartenance, le niveau scolaire semblent désormais indépendants de la configuration idéologique de la socialisation. La seule différence que l'on peut observer oppose les plus jeunes militants (moins de 40 ans) plus souvent originaires de familles de gauche sans religion aux plus de 40 ans plus nombreux à être issus de familles catholiques conservatrices (cf. tableau 9).

Tableau 9 : Les caractéristiques idéologiques des familles d'origine selon l'âge (en % par case)

Parents	Moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 ans et plus
Pratiquant 0 de gauche 0	6	13	15	13	10	11
Pratiquant 0 de gauche 1	11	15	12	12	12	15
Pratiquant 0 de gauche 2	62	45	34	34	34	38
Pratiquant 1 de gauche 0	2	4	7	8	7	5
Pratiquant 1 de gauche 1	4	3	5	5	8	9
Pratiquant 1 de gauche 2	6	6	7	7	7	7
Pratiquant 2 de gauche 0	2	6	11	13	15	9
Pratiquant 2 de gauche 1	1	2	3	4	4	3
Pratiquant 2 de gauche 2	5	6	5	5	3	3

Les systèmes d'opinion

Une première lecture des résultats de l'enquête montre qu'il existe peu de différences dans les opinions des militants. C'était déjà le cas en 1985 et nous soulignons alors la force d'homogénéisation de l'organisation partisane. L'absence d'effet des contextes de socialisation, constatée aujourd'hui, confirme ces observations. L'appartenance à un même parti suppose sans doute le partage d'un ensemble d'attitudes et d'opinions qui viendrait, par hypothèse,

contrarier les effets des facteurs socioculturels et des caractéristiques individuelles (itinéraires militants, choix idéologiques...). Ce consensus apparent est-il réel ? Une première analyse, menée à partir de la position déclarée sur l'axe gauche-droite et de la raison la plus souvent évoquée de l'adhésion (transformer la société)⁸ éclaire en partie la réalité complexe de la population étudiée.

Comme dans l'enquête précédente, la probabilité de se situer à gauche sur l'axe gauche-droite augmente avec le capital scolaire, mais de façon moins nette : en 1985, 25% de ceux qui n'avaient pas dépassé le niveau du Certificat d'études primaires se situaient sur les positions 1 et 2 de l'axe gauche-droite pour 36% de ceux qui avaient fait des études supérieures ; aujourd'hui ces proportions sont respectivement de 42% et 50%. On constate donc à la fois un glissement général vers la gauche de l'axe, à niveau de diplôme équivalent, et un affaiblissement des différences selon ce niveau. Comme dans la société globale, il existe une forte relation, qui suit une progression linéaire, entre l'âge et le niveau scolaire : n'ont pas dépassé le certificat d'études 28% des 70 ans plus et 3% des moins de 30 ans ; ont fait des études supérieures 25% des premiers et 70% des seconds. On pouvait donc s'attendre à ce que les positions de gauche soient plus fréquentes chez les plus jeunes les mieux diplômés. On observe pourtant la relation inverse. À partir de la

⁸. 62% des personnes interrogées répondent que participer à la transformation de la société est une raison très importante de leur adhésion. Seul le désir de s'opposer à l'extrême-droite est plus fréquemment cité : 64% (cf. les résultats en annexe).

tranche d'âge 40-49 ans, plus le niveau de diplôme est élevé, plus les positions de gauche sont nombreuses. Chez les moins de 40 ans, la relation est plus irrégulière. Si bien que ce sont les titulaires de diplômes de l'enseignement secondaire inférieurs au baccalauréat (BEP, BEPC, CAP...) de moins de trente ans que se disent le moins souvent de gauche (28%). Et ce sont les plus de 70 ans ayant poursuivi des études supérieures qui sont les plus nombreux à se situer ainsi (56%). C'est ce que montre le tableau 10.

Tableau 10 : Les positions de gauche selon l'âge et le niveau scolaire (% par case)

Âge	CEP ou aucun diplôme	CAP BEP BEP (etc)	Baccalauréat "autres" diplômes	Études supérieures
Moins de 30 ans	44	28	39	45
30-39 ans	50	42	48	43
40-49 ans	31	41	48	50
50-59 ans	41	42	48	51
60-69 ans	43	42	51	51
70 ans et plus	42	47	54	56

Globalement les positions de gauche augmentent parallèlement à l'âge (42% des moins de trente ans, 50% des plus de 70 ans) et au niveau scolaire (42% des titulaires du CEP, 50% de ceux qui ont fait des études supérieures). On voit dans le tableau 10 que leurs effets respectifs, relativement faibles, se cumulent puisque la proportion des positions de gauche déclarées double entre les jeunes qui ont un faible capital scolaire et les plus âgés ayant, au contraire, un niveau de diplôme élevé.

Nous notions déjà lors de la première enquête que, dans une population active politiquement, la compétence politique mesurée par le niveau culturel garantissait la fermeté des positions de gauche. Cela laissait supposer que les socialistes étaient plus ou moins de gauche ou plus ou moins centristes selon leur appartenance à un milieu socioculturel spécifique, et non pas en raison de l'intériorisation de systèmes idéologiques fermement structurés. L'effet de la pratique religieuse sur les positions de gauche nuance et complète cette affirmation. Contrôlé par l'âge (nous avons vu en effet que la pratique religieuse a fortement décliné dans la population étudiée comme, du reste, dans la société globale), le degré d'intégration à la communauté catholique influence directement les choix idéologiques (ici encore, comme dans la société globale) : quel que soit leur âge, ceux qui se déclarent sans religion sont toujours plus nombreux à se situer à gauche sur l'axe gauche-droite (cf. tableau 11).

Tableau 11 : Les positions de gauche selon l'âge et le degré d'intégration au catholicisme
(% par case)

Âge	Catholique pratiquant	Catholique non pratiquant	Autres religions	Sans religion
Moins de 30 ans	31	31	45	48
30-39 ans	33	40	33	51
40-49 ans	41	38	42	54
50-59 ans	38	41	38	56
60-69 ans	42	41	47	56
70 ans et plus	41	48	42	61

Et comme dans le cas du niveau scolaire, ce sont les plus âgés qui se déclarent le plus souvent de gauche lorsqu'ils sont sans religion (61%), et les moins de 30 ans les moins nombreux (31% des catholiques, pratiquants et non pratiquants). La pratique religieuse se révèle ainsi aussi discriminante que le niveau scolaire. Encore que, d'une certaine façon, ils soient redondants. En effet le taux de «sans-religion» est pratiquement multiplié par deux selon que l'on n'a pas dépassé le niveau du certificat d'études et que l'on a fait des études supérieures (31 à 56%).

Se situant plus souvent à gauche sur l'axe gauche-droite en 1998 qu'en 1985 (47% contre 32%), les personnes interrogées lors de la deuxième enquête citent pourtant un peu moins fréquemment la volonté de transformer la société comme raison très importante de leur engagement (62% contre 69%). Pourtant positions de gauche et désir de transformation sociale ont toujours partie liée : plus des deux-tiers de ceux qui se situent à l'extrême-gauche ou à gauche (69%) en font une raison très importante de leur adhésion contre un peu plus de la moitié de ceux qui se situent au centre-gauche ou à gauche (respectivement 56 et 52%). Mais ces deux variables ne mesurent pas strictement la même réalité. Les relations qu'elles entretiennent l'une et l'autre avec le niveau scolaire vont bien dans le même sens : plus celui-ci est élevé, plus les notes de gauche sont nombreuses et plus la volonté de transformation sociale est fréquente, la relation étant même un peu plus forte dans ce dernier

cas (55% chez les sujets n'ayant pas dépassé le CEP, 66% chez ceux qui ont fait des études supérieures). Mais il n'en va pas de même avec l'âge et la pratique religieuse. Dans le premier cas, la relation s'inverse : les plus âgés sont les plus nombreux à se dire de gauche et les moins nombreux à évoquer la transformation de la société comme raison très importante de leur adhésion. Dans le second cas, alors que seul le fait de se déclarer sans religion faisait augmenter la proportion des positions de gauche, être catholique pratiquant est au moins aussi important que se dire sans religion : 69% des premiers, 64% des seconds mais seulement 57% des catholiques non pratiquants donnent ce type de réponse.

Comme lors de la première enquête, avoir connu un passé militant avant l'entrée au PS (sauf à la SFIO) et être syndiqué (sauf à FO) ont renforcé cette raison de l'adhésion. Et toujours de la même façon, le statut social et les caractéristiques de la famille d'origine n'ont qu'une faible influence, celle du contexte de socialisation étant quasi-inexistante. Le besoin d'intervenir de façon active dans le débat socio-politique est, logiquement, en continuité avec les expériences militantes antérieures qui répondaient probablement à ce même désir d'action. Un passé militant entraîne une exigence plus forte de transformation sociale, le type d'itinéraire emprunté la renforce encore comme c'est le cas des positions déclarées sur l'axe gauche-droite : ainsi par exemple, 71% des anciens membres du PSU en font une raison très importante de leur adhésion contre 59% des anciens membres de la SFIO (60% de ceux qui n'ont pas connu

une affiliation partisane antérieure) ; ainsi encore, 68% des syndiqués à la CFDT fournissent la même réponse contre 53% des syndiqués de FO (et 59% des non-syndiqués).

Contrairement à ce que l'on observait pour les positions sur l'axe gauche-droite, la volonté de transformer la société varie peu par tranche d'âge selon le capital culturel et le degré de pratique religieuse. C'est bien parce que, l'âge augmentant, se manifeste, semble-t-il, une certaine réticence devant le changement. Il faut «être de gauche», quel que soit l'âge, pour se déclarer en faveur de la transformation de la société, la proportion variant de 47% chez ceux qui se déclarent du centre et sont âgés de plus de 70 ans à 70% des moins de 30 ans se déclarant de gauche. Notons toutefois que ce sont ces derniers qui sont le moins favorables à ce changement lorsqu'ils se disent du centre (42%), ce qui confirme l'ancrage à gauche des plus anciens adhérents (cf. tableau 12).

Tableau 12 : «Transformer la société : très important», selon l'âge et la position déclarée sur l'axe gauche-droite (% par case)

	Moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 ans et plus
Gauche	70	66	69	71	69	66
Centre-gauche	62	55	56	56	58	52
Centre	42	58	33	57	50	47

Du point de vue sociologique, le PS est bien toujours le reflet de la société globale, dans sa composante «aisée». Du point de

vue idéologique, la permanence des mécanismes est remarquable. Les mêmes facteurs observés en 1985 exercent les mêmes effets : capital culturel et position de gauche continuent de faire varier fortement les opinions. Et pourtant, des changements sont perceptibles : glissement à gauche de l'ensemble des sujets interrogés, effacement, relatif, de l'influence catholique (de la 2^e gauche ?)... Est-ce dû au vieillissement de l'organisation ? Les adhérents âgés d'aujourd'hui sont certainement en partie les mêmes que nous interrogeons, plus jeunes, il y a plus de dix ans. Dans quelle mesure la continuité de leur présence modifie-t-elle la nature même du parti socialiste ?

II – Adhérents et militants dans le parti

Lors de sa création en 1971, le PS se voulait, pour rompre avec l'héritage de la SFIO, un parti de militants où non seulement l'activité militante serait valorisée mais où les élus seraient marginalisés tant au niveau des organismes dirigeants qu'à celui de la décision politique. Comme le montre Frédéric Sawicki, dans les années 1970, la première partie du programme fut assez bien réalisée alors que les succès électoraux conduisirent à l'augmentation du poids des élus⁹. L'arrivée au pouvoir en 1981 ne modifia pas immédiatement les capacités des adhérents de se vivre comme acteurs de la vie du parti mais elle changea la perception de leur efficacité. L'enquête réalisée par Henri Rey et Françoise Subileau en 1985-1986 montrait bien qu'un certain degré de militantisme subsistait dans le parti mais que celui-ci était bridé à la fois par la croissance du nombre des élus et par un système institutionnel où le PS devenu parti de gouvernement était soumis, sans réelle possibilité d'intervention, aux choix du président de la République et de son gouvernement¹⁰. Un même sentiment existait auprès des délégués au congrès de 1985¹¹.

⁹. Sawicki (F.), 'The Parti socialiste : From a Party of Activists to a Party of Government', pp. 70-87 dans Ignazai (P.) et Ysmal (C.), *The Organization of Political Parties in Southern Europe*, Westport, CT, Praeger, 1988.

¹⁰. Rey (H.), Subileau (F.), *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Presses des Sciences po, 1991.

¹¹. Ysmal (C.), Cayrol (R.), « Militants socialistes : le pouvoir use », *Projet*, 191, janvier-février 1985 ; Ysmal (C.), « Les embarras d'un parti au pouvoir. Le PS à la veille du congrès de Toulouse », *Etudes*, 363, 1985.

Le début des années 1990 a été marqué par une crise de l'organisation partisane : chute des effectifs puisque le PS qui revendiquait près de 200 000 adhérents en 1988 n'en aurait plus compté que 120 000 au moment du congrès de Rennes (1990) ; insatisfaction des adhérents, des militants et même des élus à l'égard du fonctionnement démocratique du parti en raison de la « guerre des courants » ; baisse de l'activité militante. La reprise en main du parti par Lionel Jospin à partir de sa candidature à l'élection présidentielle de 1995 puis de son accession au poste de Premier secrétaire (octobre 1995), si elle a montré la capacité du PS à rebondir après ses dramatiques échecs électoraux de 1993 et 1994 (19% et 14% des exprimés alors que L. Jospin en obtenait 23% en 1995) et si elle s'est accompagnée d'une refonte du mode de désignation du candidat à la présidence de la République puis ensuite du leader du parti, ne garantissait pas, de soi, une profonde transformation des pratiques. Il est vrai que l'élection du candidat à l'élection présidentielle et du Premier secrétaire au suffrage universel des membres du PS permettait l'expression des adhérents et pouvait favoriser un certain contournement des « coteries » internes. D'un autre côté, le PS stagne en 1998 autour de 120 000 adhérents et son activité militante semble toujours, ou de plus en plus, être subordonnée à son activité électorale qui, évidemment, met en jeu les élus et favorise l'utilisation des militants à leurs fins.

La tendance du PS à devenir un parti « catch all » ou dans une formulation plus récente un « cartel party »¹² n'est certes pas un phénomène spécifiquement français, mais une évolution qui a marqué tous les partis politiques dans les pays développés et les partis socialistes en Europe avec des tempos différents selon les différents partis, les pays et les cultures¹³. Toutefois, d'une manière générale, la tendance est bien à une crise de l'adhésion partisane, à une chute du militantisme ainsi qu'à une insatisfaction assez générale des adhérents et des militants à l'égard du fonctionnement des organisations¹⁴. Où se situe, aujourd'hui le PS ?

Les motivations de l'adhésion

La question de l'adhésion à un parti politique pose toujours celle de l'équilibre entre motivations idéologiques mettant en avant l'affirmation de principes qu'il s'agit de promouvoir ou de défendre, les avantages que l'on peut tirer de l'appartenance à un parti politique mais aussi celle des coûts d'une adhésion en termes de renonciation à une vie personnelle. L'enquête par questionnaire ne favorise guère la saisie de ce que Daniel Gaxie appelle les

12. Katz (R.), Mair (P.), « Changing model of Party organization and Party democracy : The Emergence of the Cartel party », *Party Politics*, 1 , 1995.

13. Voir Ignazi (P.), Ysmal (C.), dir, *The Organization of Political parties in Southern Europe*, Westport, CT, Praeger, 1998.

14. Hermet (G.), Hottinger (J.T.), Seiler (D.L.), dir., *Les partis politiques en Europe de l'Ouest*, Paris, Economica, 1998.

rétributions pratiques et/ou symboliques du militantisme politique, dans la mesure où il est peu probable que les personnes concernées les avouent¹⁵. Reste ce que l'on peut apprendre des motivations avouées par les adhérents socialistes pour expliquer leur adhésion au parti, ainsi que ce que l'on peut saisir des obstacles posés au militantisme partisan.

En répondant à la question « Parmi les raisons suivantes qui vous ont conduit à adhérer, quelles sont celles qui vous paraissent importantes, ou non », les adhérents n'établissent pas une très forte hiérarchie parmi les motivations proposées d'adhésion au parti (tableau 13). Si l'on cumule, en effet, les réponses « très importante » et « assez importante », ne sont exclues que les raisons relevant de la tradition familiale (20% des réponses) ou encore du désir d'exercer des fonctions politiques qu'elles soient électives (31%) ou partisans (29%). Comme il est de tradition dans l'étude des élites politiques, les raisons liées à la volonté de faire une carrière politique sont niées et sans doute très sous-estimées au profit de motivations plus idéologiques ou plus directement politiques. C'est une motivation très idéologique qui arrive nettement en tête puisque 93% des adhérents disent avoir rejoint le PS pour « participer à la transformation de la société ». Viennent ensuite le souhait de « participer au débat politique » (87%), de « changer les pratiques politiques » (86%), de « s'occuper des gens » (82%), de « gagner les

¹⁵. Gaxie (D.), « Economie des partis et rétributions du militantisme », Revue

élections » (81%), de « combattre l'extrême droite » (81%) et enfin de « combattre la droite » (76%).

Tableau 13 : Motivations de l'adhésion (en %)

	Très Importante	Assez Importante	Peu Importante	Pas du tout importante	Sans Réponse
Vous opposer à l'extrême droite	64	17	10	4	5
Participer à la transformation de la société	62	31	2	1	4
Changer les pratiques politiques	50	36	8	1	5
Participer au débat politique	46	41	6	2	5
Gagner les élections	42	39	11	2	6
S'occuper des gens	41	41	9	3	6
Combattre la droite	35	41	17	2	5
Exercer des responsabilités électives	10	21	34	27	8
Suivre la tradition familiale	7	13	22	50	8
Exercer des responsabilités dans le parti	7	22	39	25	7

Lorsque l'on isole la réponse « très importante », qui donne une image plus exacte des motivations les plus essentielles, la hiérarchie change quelque peu. Si les perspectives d'une carrière politique continuent à ne pas faire recette, l'opposition à l'extrême-droite et la participation à la transformation de la société apparaissent plus fondamentales (64 et 62% des réponses) que toutes les autres motivations. On notera en particulier que seuls 35% des adhérents citent « combattre la droite » parmi les raisons premières de leur adhésion au PS. On peut faire l'hypothèse que le plus récent combat contre « l'extrême droite » a pris la place du plus traditionnel combat contre « la droite », composante désormais normale et « banalisée » du débat politique entre partis de gouvernement appelés à alterner au pouvoir.

Cette hypothèse semble confirmée si l'on considère que ce sont les adhérents les plus âgés (plus de 70 ans) et les plus anciens dans le parti (adhésion avant 1974) qui citent le plus « combattre la droite » parmi les motivations les plus importantes : c'est le cas de 54% des premiers et de 44% des seconds au lieu de respectivement 31% chez les adhérents âgés de moins de 50 ans et de 34% chez ceux qui ont adhéré depuis 1981. Ce n'est pas dire toutefois que « le combat contre l'extrême droite » soit l'apanage des plus jeunes. Au contraire, ce sont les plus âgés qui citent le plus souvent cette motivation (80% chez les plus de 70 ans contre 65% chez les autres sans grande différence entre les classes d'âge) et ce, quelle que soit leur date d'adhésion au parti. On peut penser qu'il y a là le poids des

souvenirs de l'entre-deux-guerres ou de la période de Vichy réanimés du fait de l'installation du Front national sur la scène politique.

L'homogénéité du parti

L'examen des motivations les plus importantes pour l'adhésion au parti, en dehors des deux cas que nous avons évoqués révèle très peu de clivages en fonction du sexe, de l'âge, de la situation professionnelle, de la date d'adhésion, des mandats exercés ou de l'implication dans la vie du parti. On voudrait s'attarder sur les deux derniers points qui témoignent de l'homogénéité du parti entre « élites » et « base », l'une des questions récurrentes de l'analyse des partis politiques.

Tableau 14 : Motivations très importantes, mandats électifs et degré de militantisme (en %)

	Ensemble	Elu	Non Elu	Adhérent	Militant Episodique	Militant Actif
Vous opposer à l'extrême droite	64	69	65	70	66	68
Participer à la transformation de la société	62	65	64	57	60	69
Changer les pratiques politiques	50	50	54	50	52	54
Participer au débat politique	46	47	49	37	41	55
Gagner les élections	42	43	45	46	42	46
S'occuper des gens	41	49	41	37	35	50
Combattre la droite	35	35	38	39	32	38
Exercer des responsabilités électives	16	15	7	9	6	13
Suivre la tradition familiale	8	7	7	11	6	8
Exercer des responsabilités dans le parti	7	7	8	6	3	10

Or de ce point de vue (tableau 14), on peut constater qu'entre détenteurs de mandats électifs et non-élus, entre ceux qui se déclarent eux-mêmes « simple adhérent », « militant épisodique » ou « militant actif », les différences sont plus de degré que de nature. Pour expliquer leur adhésion au PS, ceux qui ont exercé ou exercent aujourd'hui des fonctions électives, à quelque niveau que ce soit (national et/ou local), ne divergent pas sur les deux motivations les plus essentielles - combattre l'extrême droite et participer à la transformation de la société-. Il est vrai qu'ils accordent un peu plus d'importance à leur désir d'« exercer des responsabilités électives » (15% au lieu de 7% chez les non élus) ainsi qu'à leur souhait de « s'occuper des gens » (respectivement 49% et 41%). Il faudrait d'ailleurs faire la part de ce qui relève des motivations d'adhésion et de la réalité des fonctions exercées tant il est vrai que toute étude des fonctions des parlementaires ou des élus révèle ce rôle « d'assistante sociale » que joue tout élu. En revanche, comme élus, ils sont un peu moins motivés par le fait de « changer les pratiques politiques ». (50% au lieu de 54% chez les non-détenteurs de mandats électifs). Toutefois il faut relativiser cette différence qui est l'apanage des élus les plus âgés, et qui d'ailleurs n'exercent sans doute plus aujourd'hui de fonctions électives. Si l'on regarde les élus les plus jeunes, le thème de la rénovation des pratiques politiques est aussi présent chez eux que chez les non-élus.

De la même manière le fait d'être plus ou moins intégré dans l'action du parti introduit peu de différences. La seule notable est le

moins de 10% chez les « simples adhérents » et les « militants épisodiques » de références à la volonté de « participer » à la transformation de la société. Cette motivation reste la deuxième en ordre d'importance, mais pour seulement 57% des premiers et 60% des seconds au lieu de 69% au sein des militants qui se disent actifs. Tout se passerait comme si les adhérents les moins impliqués dans le parti vivaient moins leur adhésion sur le mode idéologique ou suivaient moins le discours dominant de l'organisation partisane.

Les divergences, sont un peu plus substantielles si l'on examine les orientations idéologiques ou les héritages politiques (tableaux 15 et 16).

Tableau 15 : Motivations de l'adhésion et situation sur l'axe droite gauche (en %)

	Ensemble	1 Gauche	2	3	4 Centre
Vous opposer à l'extrême droite	64	73	68	67	70
Participer à la transformation de la société	62	77	70	59	56
Changer les pratiques politiques	50	62	55	50	54
Participer au débat politique	46	59	51	45	49
Gagner les élections	42	49	43	45	53
S'occuper des gens	41	55	43	42	50
Combattre la droite	35	50	40	33	35
Exercer des responsabilités électives	16	16	9	10	22
Suivre la tradition familiale	8	16	7	7	19
Exercer des responsabilités dans le parti	7	17	7	7	16

Tableau 16 : Motivations de l'adhésion et héritages politiques (en %)

	Ensemble	2 parents de Gauche	1 parent de Gauche	2 parents de Droite
Vous opposer à l'extrême droite	64	71	64	61
Participer à la transformation de la société	62	63	64	70
Changer les pratiques politiques	50	52	50	53
Participer au débat politique	46	50	45	47
Gagner les élections	42	47	41	40
S'occuper des gens	41	45	43	39
Combattre la droite	35	42	33	28
Exercer des responsabilités électorales	16	12	10	9
Suivre la tradition familiale	8	8	16	7
Exercer des responsabilités dans le parti	7	9	7	6

Ainsi, moins les adhérents se situent à gauche moins ils avancent le fait de participer à la transformation de la société (moins 21 points entre ceux qui se classent sur la position 1 de l'échelle et ceux qui se classent sur la position 4) ; moins ils disent avoir adhéré pour combattre la droite (moins 15 points entre les « gauchistes » et les « centristes »). Ces derniers semblent aussi moins motivés par le fait de participer au débat politique et manifestent une certaine tendance à avoir une conception plus instrumentale du parti : 22% d'entre eux avouent avoir voulu exercer des responsabilités électorales ; 16% avoir été désireux d'exercer des responsabilités dans le parti et 53% affirment avoir rejoint le PS pour gagner les élections.

La prise en compte des origines politiques ne confirme pas totalement ces tendances. Il reste vrai que ceux qui ont vécu dans une famille de droite sont moins enclins à privilégier leur désir de « combattre la droite » (28% au lieu de 42% parmi ceux qui ont eu un père et une mère de gauche) ; s'y ajoute que les premiers sont aussi moins désireux de « s'opposer à l'extrême droite » que les seconds. En revanche il y a un lien inversé entre les héritages familiaux et la volonté de transformer la société puisque les héritiers de droite sont plus motivés que ceux de gauche par le fait de participer à la transformation de la société. Si la référence aux origines politiques se révèle moins décisive que celle à l'orientation idéologique de l'individu, c'est qu'il y a peu de liens entre les deux. Quel que soit la nature de la famille dans laquelle ils ont vécu, les adhérents se distribuent de la même manière sur l'échelle droite gauche.

Militer

De l'adhésion au militantisme, il y a un pas que ne franchissent évidemment pas tous les membres du parti. La différence entre l'adhérent et le militant dépend des dispositions personnelles de l'individu et des opportunités que lui offre l'organisation.

Un militantisme limité mais préservé

Concrètement, le degré de militantisme du PS peut être mesuré par trois questions : manière dont les adhérents se perçoivent eux-mêmes ; assistance aux réunions du parti ; temps consacré à l'activité de l'organisation. D'une manière générale, le caractère réduit du militantisme se trouve confirmé. Seuls 57% des adhérents se considèrent comme « des militants actifs » alors que 19% se décrivent comme de « simples adhérents » et 23% comme des « militants épisodiques ». Parallèlement 56% d'entre eux déclarent consacrer moins de trois heures par mois aux activités du parti. Il est vrai que 71% affirment assister régulièrement aux réunions de sections mais cette « activité » est, à vrai dire, peu contraignante puisque 45% d'entre eux assurent que leur section se réunit une fois par mois et 51% seulement quelquefois par an. Comparé avec celui de 1985, le taux de militantisme ne change cependant pas (tableau 17).

Tableau 17 : Dimensions du militantisme en 1998 et 1985 (en %)

	1985/1986	1998
Se considèrent		
Un simple adhérent	18	19
Un militant épisodique	27	23
Un militant actif	52	57
Sans réponse	3	1
Assistance aux réunions de sections		
Régulièrement	72	71
De temps en temps	17	19
Rarement	7	7
Jamais	2	2
Sans réponse	2	2
Temps consacré en un mois		
Moins d'une heure	18	22
Une à trois heures	23	34
Trois à cinq heures	9	18
Cinq à dix heures	10	12
Plus de 10 heures	7	10
Sans réponse	33	5

Les questions ne sont pas de même nature puisqu'elles mêlent une appréciation subjective –se déclarer militant ou non- et des déclarations qui laissent sans doute une part à l'appréciation mais donnent tout de même des échelles de temps. Il y a évidemment un lien entre les trois questions. Si seuls 39% de ceux qui se disent « simple adhérent » et 49% de ceux qui se décrivent comme des « militants épisodiques » assistent régulièrement à leur réunion de section, c'est le cas de 92% des militants actifs ; si 91% des premiers consacrent moins d'une heure ou entre une et trois heures (respectivement 57 et 34%) aux activités du parti, le taux baisse peu chez les seconds (36% pour la réponse moins d'une heure et 46%

pour « entre une et trois heures », soit ensemble 82%). En revanche, seuls 39% des militants actifs (7 et 32%) consacrent peu de temps à l'activité du parti ; ils sont en revanche les plus nombreux à déclarer donner plus de cinq heures de leur temps au PS (19% entre cinq et dix heures et 18% plus de dix heures, soit 37% au lieu de 3% chez les simples adhérents et 5% chez les militants épisodiques). Ce chiffre reste tout de même très bas et témoigne, une nouvelle fois, de l'activité réduite du PS déjà manifeste au niveau de la fréquence des réunions de sections.

La mesure la plus simple du militantisme est la fréquence de la participation aux réunions de section puisqu'on est sûr que ceux qui se décrivent comme des militants actifs y assistent régulièrement¹⁶.

Celle-ci dépend évidemment de variables socio-démographiques bien connues. Par ordre d'importance, les femmes participent moins que les hommes : 67% au lieu de 73% assistent régulièrement aux réunions ; les adhérents âgés de plus de 65 ans sont moins assidus (68% assistent régulièrement et 22% quelquefois), non seulement par rapport aux plus jeunes – moins de 25 ans- mais surtout par rapport aux 25-64 ans (73% assistent régulièrement). Les variations en fonction de l'appartenance socio-professionnelle sont réelles mais faibles : ce sont les professeurs et les instituteurs qui militent le plus puisque 74% d'entre eux assistent

¹⁶. A vrai dire, les autres questions ne donnent pas des résultats très différents.

régulièrement aux réunions du parti. Toutefois ils ne distancent pas vraiment les professions intermédiaires administratives ou du secteur social (73%), ni même les catégories populaires (employés et ouvriers 70%) et les indépendants (69%). Quant aux membres des professions libérales et aux cadres supérieurs du privé et du public, ils sont, faute de temps peut-être, moins actifs que les enseignants (70%).

Comme en 1985-1986, la date d'adhésion n'apparaît pas être un facteur du militantisme. En revanche, il se confirme que ceux qui se situent au centre (position 4 sur l'échelle droite-gauche) assistent moins aux réunions que ceux qui se classent à gauche (61% contre 74% pour ceux qui se situent sur les cases 1 et 2 de l'échelle) et même au centre gauche (70% lorsqu'ils se placent sur la position 3). De la même manière, les catholiques pratiquants restent un peu en retrait par rapport aux militants sans religion : 68% des premiers au lieu de 74% des seconds assistent régulièrement à leur réunion de section.

Ces divergences ne sont certes pas foudroyantes et elles témoigneraient d'une certaine capacité du PS, peut-être en raison de la faible implication qu'il réclame de ses adhérents dans la vie du parti, d'intégrer dans sa vie militante les différents segments de ses adhérents. A trop rien ne demander, on ne risque guère de diviser. Reste quand même qu'en existe un clivage important dans la participation partisane : celui qui oppose élus et non-élus et responsables et non-responsables. Comme le montre le tableau 18, la

position dans la vie partisane (responsables et élus) favorise nettement la participation à la vie du parti.

Tableau 18 : Participation aux activités partisanes, élus et responsables (en %)

	Elus	Non élus	Responsables	Non responsables
Régulièrement	80	67	94	67
Quelquefois	15	21	5	22
Rarement	4	9	1	8
Jamais	1	3	0	3

Tableau 19 : Les coûts et les avantages du militantisme (en %)

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	Sans réponse
Aller aux réunions de section peut être fatigant après une journée de travail	10	36	31	19	4
Participer aux activités du parti vous éloigne souvent de votre famille	13	42	31	10	4
Etre actif dans le parti permet de rencontrer des gens intéressants	45	46	5	1	3
La seule façon d'être informé en politique est d'être adhérent d'un parti	20	9	35	14	2

Coûts et avantages du militantisme

A regarder le tableau 19, les adhérents socialistes pèsent de manière différente les obstacles à leur militantisme ainsi que les bénéfices qu'ils pourraient tirer de celui-ci.

Dans le premier domaine, ils sont en effet plus nombreux à souligner le danger d'être éloignés de leur famille (55% sont d'accord avec la proposition) qu'à penser fatigantes les réunions de section après le travail. Dans le second, ils sont pratiquement unanimes (91%) à juger que le militantisme permet de rencontrer des gens intéressants alors que seule la moitié d'entre eux jugent que l'adhésion à un parti permet d'être informé.

Tableau 20 : Coût du militantisme et degré de militantisme (en %)

	Réunions fatigantes	Eloignement de la famille
Assiste aux réunions		
Régulièrement	42	56
De temps en temps	62	58
Rarement	72	63
Jamais	72	65
Temps consacré		
Moins de 3 heures	51	54
3 à 5 heures	44	56
Plus de 5 heures	45	66
Fonctions électives		
Non élu	49	52
Elu	47	66
Responsabilités dans le parti		
Non responsable	50	55
Responsable	43	66
Sexe		
Hommes	46	58
Femmes	55	53

Comme on pouvait le penser, la perception du coût du militantisme varie en fonction du degré de celui-ci. D'une manière générale (tableau 20), plus ils militent moins les socialistes sont d'accord avec la proposition relevant la fatigue induite par les réunions de section, sans que l'on puisse exactement savoir si la fatigue a été réellement ressentie et explique la faiblesse du militantisme ou si la passivité se légitime par une éventuelle fatigue. Le risque lié à l'éloignement de la famille ne suit cette même logique qu'en fonction de la fréquence de l'assistance aux réunions et du temps consacré aux activités partisans. Ensuite, ce sont très normalement les élus et les responsables, parce que probablement ils le vivent concrètement, qui citent le plus les dangers pesant sur la vie familiale. Au demeurant, ceux-ci sont d'autant plus présents que s'élève le niveau de responsabilité (section ; fédération ; national) et qu'en croît le nombre. 66% des responsables de section, 70% de ceux qui travaillent au niveau fédéral et 80% des membres de la direction nationale les citent ; c'est aussi le cas de 68% des militants qui n'exercent qu'une responsabilité, de 71% de ceux qui en ont deux et de 78% de ceux qui en cumulent trois.

Dans la mesure où, comme nous l'avons vu précédemment, les personnes qui se situent au centre militent moins que celles qui se placent à gauche, il en découle que les premières sont plus enclines à se référer à la fatigue ou à l'éloignement de la famille. Il n'y a en revanche aucune différence notable selon l'âge, la profession, la date d'adhésion au parti. Sans grande surprise, le seul clivage socio-

démographique oppose les hommes et les femmes. On remarquera cependant que si les femmes, qui ont moins de temps parce qu'elles cumulent déjà deux journées de travail, évoquent davantage la fatigue des réunions, ce sont les hommes qui soulignent un peu plus les risques qui pèsent sur la vie familiale. Il en est ainsi parce qu'ils sont plus nombreux parmi les élus et les responsables.

L'unanimité qui règne dès lors qu'il s'agit de se prononcer sur la proposition « être actif dans le parti est un bon moyen de rencontrer des gens intéressants » fait qu'il est impossible de trouver des éléments de clivage. Il en va autrement dans le cas du parti comme canal d'information. Les réponses varient en fonction de l'âge, de la profession et du niveau d'études (tableau 21).

Tableau 21 : S'informer par le parti et variables sociologiques (en %)

	Tout à fait d'accord et plutôt d'accord
Age	
Moins de 25 ans	41
25-34 ans	40
35-49 ans	43
50-64 ans	47
65 ans et plus	61
Profession	
Indépendants	65
Professions intellectuelles	41
Professeurs	40
Instituteurs	49
Professions intermédiaires	53
Employés, Ouvriers	61
Niveau d'études	
Primaire	70
BEPC,CAP,BEP	60
Baccalauréat	51
Université	38

D'abord, les personnes âgées sont plus nombreuses que les plus jeunes à venir au parti pour s'informer. Il en va de même des militants dépourvus de capital social et intellectuel : 65% des travailleurs indépendants (agriculteurs, commerçants et artisans) et 61% des employés et des ouvriers le pensent ; c'est aussi le cas de 70% ceux qui n'ont aucun diplôme ou le seul certificat d'études primaires, ainsi que de 60% de ceux qui ont fréquenté le collège. A l'autre bout de l'échelle, les plus dubitatifs sont les membres des

professions intellectuelles (cadres supérieurs et professions libérales) et ceux qui ont fréquenté l'université.

On aurait pu penser que l'effet de l'âge – que l'on retrouve au niveau de la date d'adhésion au parti puisque les adhérents d'avant 1974 sont plus nombreux à se sentir informés par le parti - renvoyait à une conception plus ancienne du parti lorsque l'adhérent et le militant recevait effectivement une information dont ne disposent pas les autres citoyens. En fait, il n'en est rien. C'est dans la mesure où les militants les plus âgés sont aussi les moins éduqués qu'ils trouvent dans le parti ce qu'ils n'ont pas par ailleurs. Quoi qu'il en soit, le PS reste pour la fraction la plus démunie de ses adhérents et militants (il est vrai assez minoritaire) qui, sans doute, lit peu de livres ou la presse écrite, un canal privilégié d'information.

Une satisfaction relative

Face à ce que leur offre le parti socialiste et auquel ils participent somme toute modestement, les adhérents manifestent une satisfaction relative. Seuls 25% d'entre eux se disent « aujourd'hui très satisfaits de [leur] engagement » alors que 56% se déclarent « assez satisfaits ». Mais il reste environ 17% de mécontents. Le nombre de satisfaits a pourtant un peu augmenté par rapport aux années 1985-1986 puisque ceux-ci ne représentaient alors que 70% des membres du parti (respectivement 19% et 51% de très et d'assez

satisfaits). La modification de certaines règles instituant plus de démocratie interne et limitant le jeu des courants, ainsi que la différence de situation dans le système politique (difficultés et opposition en 1985-1986 ; présence du parti au gouvernement et haut degré de popularité du Premier ministre en 1997), peuvent peut-être expliquer cette différence d'appréciation. A moins que la chute des effectifs n'ait resserré la communauté partisane par élimination des plus mécontents.

La satisfaction à l'égard de la machine partisane

C'est un sentiment un peu plus mitigé que l'on découvre si l'on regarde plus précisément les modalités du fonctionnement de la machine socialiste (tableau 22).

Tableau 22 : Satisfaction à l'égard de l'organisation et du fonctionnement

	Très Satisfait	Assez Satisfait	Peu Satisfait	Pas du tout Satisfait	Sans réponse
Intérêt des discussions	15	54	24	4	3
Participation aux mobilisations collectives	12	57	24	3	4
Efficacité de l'organisation	9	53	27	5	6
Fonctionnement démocratique	16	46	25	10	3

Sur chaque item, le nombre de personnes très satisfaites est nettement inférieur à celui relevé au niveau de la satisfaction globale. Parallèlement, le taux de mécontents n'est jamais inférieur à 27% et il atteint son maximum en ce qui concerne « le

fonctionnement démocratique » de l'organisation (35%). On ajoutera qu'aux yeux des adhérents le PS n'est pas une communauté très unie. En effet, seuls 6% d'entre eux sont tout à fait d'accord avec la proposition selon laquelle « les membres du PS font partie d'un ensemble qui pense de la même manière et travaille solidairement », alors que 42% sont plutôt d'accord, 43% étant plutôt en désaccord et 7% se disant tout à fait en désaccord (2% de sans réponse). Deux groupes à peu près égaux s'affrontent ainsi en ce qui concerne les conséquences du pluralisme organisationnel et la perception de divisions que continuent à susciter des courants même affaiblis. Il y a un fort lien entre le jugement porté sur le fonctionnement démocratique du parti et la perception de son unité. Si 70% de ceux qui sont très satisfaits du premier jugent que le PS est un ensemble solidaire, ce n'est plus le cas que de 54% de ceux qui se disent assez satisfaits ; à l'inverse 68% des adhérents qui sont peu satisfaits de la démocratie interne affirment que le PS est désuni. Le taux monte à 77% chez ceux qui n'en sont pas du tout satisfaits.

Les cinq questions entretiennent entre elles des relations étroites, ce qui nous a conduit à construire une échelle de satisfaction à l'égard de la machine partisane¹⁷. La répartition des notes sur l'échelle résume ce qui apparaissait au niveau des questions précédemment évoquées. Ainsi 14% des adhérents peuvent être dits

¹⁷. Pour vérifier le lien entre les différentes variables, nous avons utilisé le programme « reliability » de SPSS qui mesure les corrélations entre les variables deux à deux et donne un coefficient global mesurant la corrélation entre toutes les variables. Pour cette échelle, celui-ci se situe à .76.

très satisfaits de l'organisation, du fonctionnement et de l'activité du PS alors que 52% seraient assez satisfaits, 28% plutôt mécontents et 5% très mécontents. Ni le sexe, ni la profession n'interviennent dans ces variations. Il en est de même de la date d'adhésion, du degré de militantisme ou des fonctions exercées. On aurait pu penser que les déçus du PS se recruteraient davantage chez ceux qui avançaient comme motivation de leur adhésion au parti soit leur volonté de participer à la transformation de la société, soit de lutter contre la droite et l'extrême droite, soit de s'occuper des gens –motivations idéologiques- plutôt que chez ceux qui avaient une conception instrumentale du parti – gagner les élections, exercer des fonctions électives ou exercer des responsabilités dans le parti¹⁸. Or cela n'est pas confirmé . En revanche, ceux qui se situent les plus à gauche sur l'axe droite gauche sont très nettement les plus insatisfaits du fonctionnement du parti. Sur notre échelle de degré de satisfaction à l'égard du parti, seuls 47% de ceux qui se classent sur la position 1 sont très ou assez satisfaits au lieu de 63% parmi ceux qui se situent sur la position 2, 69% pour la position 3 et 72% pour la position 4. On ne saurait cependant relier cette originalité de la gauche du parti à des motifs essentiellement idéologiques. S'il est vrai que, comme on l'a vu, les militants les plus à gauche ont tendance à valoriser les motivations idéologiques de l'adhésion, on sait aussi que celles-ci ne déterminent pas le degré de satisfaction. Tout se passe comme si

¹⁸. Nous avons aussi vérifié que les mêmes logiques s'appliquaient à chacun des items ou que l'échelle ne voilait pas des différences importantes.

c'était la place marginale de la gauche du parti dans la vie de l'organisation et les difficultés qu'elle a se faire entendre qui expliquent son insatisfaction.

Adhérents, élus et dirigeants

Les relations entre les adhérents, les dirigeants et les élus qui les représentent sont, depuis les origines du PS, un sujet de débat. Certes les premiers sont, selon les statuts, élus par les adhérents ou leurs représentants (délégués aux congrès nationaux et fédéraux). Les candidats qui deviendront peut-être des élus sont en théorie aussi désignés par les adhérents. Toutefois, entre les règles et leur application pratique, la différence peut être considérable ne serait-ce qu'en vertu de la « loi d'airain de l'oligarchie » relevée par R. Michels. De toute façon reste le problème du pouvoir des adhérents dans les décisions prises par le parti, celui du contrôle des dirigeants et des élus, ainsi que celui de l'attention que ceux-ci portent à leur « base ». La question du pouvoir des élus est devenue d'autant plus cruciale que, alors que dans les années 1970 leur nombre était limité dans les organismes dirigeants du parti, leur part n'a cessé statutairement de croître et partant leur présence réelle.

Adhérents et dirigeants

Le moins qu'on puisse dire est que les adhérents ne sont pas très satisfaits de la manière dont les dirigeants les considèrent. Seuls 40% d'entre eux sont satisfaits « de la capacité

d'écoute des dirigeants » ; 73% jugent que ceux-ci ne sont pas attentifs aux militants et enfin 81% pensent qu'ils ne reconnaissent pas leur travail (tableau 23). Une nouvelle fois, il n'y a pas de clivages très profonds en fonction des appartenances socio-démographiques. Les adhérents les plus récents sont en général plus « optimistes » quant aux relations entre adhérents et dirigeants : si 76% de ceux qui ont adhéré avant 1992 jugent que les dirigeants ne sont pas attentifs aux adhérents, ce n'est le cas que de 70% de ceux qui ont rejoint le PS depuis 1993 ; de même, 85% des premiers affirment que le travail des adhérents n'est pas reconnu au lieu de 75% des seconds ; enfin 54% des adhérents les plus récents ne sont pas satisfaits de la capacité d'écoute des dirigeants contre 61% des plus anciens. Outre que ces divergences sont plus de degré que nature, il est difficile de dire ce qui peut éventuellement relever du changement des pratiques internes ou de l'inexpérience de militants plus jeunes n'ayant pas encore vécu tous les avatars des relations au sein du parti.

Tableau 23 : Adhérents et dirigeants (en %)

	Tout à fait d'accord	Assez d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Sans réponse
Dirigeants du parti pas très attentifs aux adhérents	22	51	22	2	3
Le travail des adhérents n'est pas reconnu	35	46	14	2	3
	Très satisfait	Assez satisfait	Peu satisfait	Pas satisfait du tout	Sans réponse
La capacité d'écoute des dirigeants	5	35	42	14	4

Plus intéressantes sont les différences entre les composantes du PS telles qu'elles peuvent être mesurées en termes d'auto-classement sur l'axe droite gauche. L'insatisfaction de la gauche du parti à l'égard de la machine partisane est confirmée au niveau des relations entre adhérents et dirigeants. 87% de ceux qui se situent sur la position 1 de l'échelle droite gauche au lieu de 74% chez l'ensemble des adhérents pensent que les dirigeants ne sont pas attentifs aux adhérents. En outre, 48% sont tout à fait d'accord avec cette proposition contre 22% de l'ensemble. La question concernant la reconnaissance du travail des adhérents semble moins discriminante (86% des adhérents les plus à gauche la nie contre 81% chez l'ensemble des adhérents) ; toutefois leur insatisfaction est beaucoup plus forte puisqu'ils sont 53% à être tout à fait d'accord

avec la proposition (35% dans l'ensemble de l'échantillon). Le clivage redevient important avec le degré de satisfaction à l'égard de la capacité d'écoute des dirigeants : 68% d'entre eux ne sont pas satisfaits de celle-ci, dont 35% de « pas du tout satisfaits » au lieu de respectivement 56% et 14% dans l'échantillon global.

Dans une certaine mesure, les adhérents les plus à gauche sont rejoints par ceux qui se classent au centre (position 4 de l'échelle droite gauche). Ce n'est certes pas vrai en ce qui concerne la satisfaction à l'égard de la capacité d'écoute des dirigeants, où au contraire ils sont les plus « optimistes » (48% sont satisfaits au lieu de 40% chez la totalité des adhérents). Il n'en reste pas moins que 87% d'entre eux estiment que « le travail des adhérents n'est pas reconnu », 44% étant tout à fait d'accord avec la proposition ; que 80% jugent que les « dirigeants ne sont pas attentifs aux adhérents » avec là aussi une augmentation du taux de ceux qui sont les plus en accord avec ce fait (31% contre 22% dans l'ensemble).

On aurait pu penser que les adhérents les moins actifs seraient plus sensibles à l'autonomie des dirigeants et que, lorsque l'on passerait du simple adhérent au militant épisodique puis au militant actif et enfin aux dirigeants, dont font largement partie les élus, décroîtrait la proportion de ceux qui seraient insatisfaits des relations entre adhérents et dirigeants. Or il n'en est rien. Quelle que soit la mesure du degré d'intégration dans le parti (assistance aux réunions de section ; temps consacré aux activités partisanes ; appréciation personnelle de sa qualité), il n'y a aucune différence

entre les uns et les autres. Quant aux dirigeants et aux élus (tableau 24), ils reconnaissent volontiers qu'ils ne tiennent guère compte des adhérents. Ils sont au minimum aussi nombreux et en général plus nombreux à considérer que les adhérents sont hors jeu.

Tableau 24 : La vision des relations entre adhérents et dirigeants chez les dirigeants (en %)

	Pas dirigeant	Dirigeant	Non élu	Elu
Dirigeants attentifs (très et assez d'accord)	74	75	73	76
Travail des adhérents reconnu (très et assez d'accord)	82	86	81	87
Capacité d'écoute des dirigeants (peu et pas du tout satisfait)	58	64	57	61

Adhérents et élus

Les relations entre les adhérents et les élus ne semblent guère plus satisfaire les premiers que celles qu'ils entretiennent avec les dirigeants. Il est vrai que 66% des membres du PS jugent que leurs représentants à l'Assemblée nationale « essaient de représenter les vues des adhérents du parti ». Toutefois seuls 36% pensent qu'ils ont de « l'influence sur les élus », alors que 54% assurent que « les élus de [leur] fédération considèrent que les militants sont de simples exécutants de leurs campagnes électorales » et ne sont pas « partie prenante dans la définition de ces campagnes ». Enfin 37% considèrent que pour « obtenir de

l'influence au sein du PS », il est « indispensable » d'être un élu local alors que 54% jugent que c'est « utile » sans être « nécessaire » (tableau 25). Par rapport à 1985-1986, cette distance entre élus et adhérents a eu plutôt tendance à s'accroître. Alors, 29% pensaient avoir de l'influence sur les élus ; seuls 32% jugeaient indispensable d'être élu pour être influent au sein du PS mais surtout seulement 46% (au lieu de 54% en 1998) se sentaient de purs exécutants dans les campagnes du PS.

Tableau 25 : Relations entre les adhérents et les élus (en %)

	Tout à fait d'accord	Assez d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Sans réponse
Les élus du PS représentent les vues de adhérents à l'A.N	10	56	27	4	3
	Beaucoup	Moyennement	Peu	Pas du tout	Sans réponse
Influence sur les élus	4	32	38	22	4
	Indispensable	Utile	Peu important	Nuisible	Sans réponse
Etre un élu pour avoir de l'influence au sein du PS	37	51	9	1	2
	Comme de Simples Exécutants		Comme des partenaires		Sans réponse
Elus considèrent les militants		54		42	4

Les questions ne se situent évidemment pas au même niveau puisque certaines d'entre elles font appel à des expériences vécues (manière dont les élus considèrent les militants ; influence des adhérents sur les élus), alors que d'autres se réfèrent à des réalités un peu plus lointaines (élus qui représentent les adhérents à l'Assemblée nationale ou influence des élus au sein du PS). Pourtant les unes et les autres ne suscitent guère de clivages en termes socio-démographiques ou en termes d'intégration dans le parti. Il est vrai que les adhérents âgés de 35 ans, ou ceux ayant adhéré depuis 1993 (68% des premiers et 70% des seconds), sont un peu plus nombreux à considérer qu'ils n'ont aucune influence sur les élus. Il en est de même des femmes qui sont 67% à émettre la même opinion. On peut penser que cela est dû au fait que les uns et les autres sont moins nombreux parmi les élus et qu'ils ont donc moins d'occasions de les rencontrer. Pour le reste, ni la profession, ni le diplôme, ni l'assiduité aux réunions de section n'interviennent. Les élus ne se distinguent pas non plus de ceux qui n'ont jamais exercé de fonctions électives.

Comme précédemment, le seul clivage important découle de la manière dont les individus se situent sur l'axe droite gauche. Ceux qui se classent le plus à gauche (position 1 de l'échelle) sont les plus critiques à l'égard des élus. Ainsi, 46% d'entre eux (31% dans l'ensemble) déclarent-ils que les élus ne représentent pas les vues des adhérents à l'Assemblée nationale ; 73% (au lieu de 60% en moyenne) assurent-ils qu'ils ont peu ou aucune influence sur les élus ; 44% (contre 37%) affirment-ils qu'il est indispensable d'être

un élu pour avoir de l'influence au sein du parti ; enfin 68% (au lieu de 54%) considèrent-ils qu'ils sont de simples exécutants des campagnes électorales. En outre, ils choisissent plus fréquemment les items les plus négatifs : 20% (4% en moyenne) sont tout à fait en désaccord avec la proposition selon laquelle les élus représenteraient les vues des adhérents à l'Assemblée ; 37% (22% dans l'ensemble) jugent qu'ils n'ont aucune influence sur les élus.

Les militants qui se situent au centre (position 4 de l'axe droite gauche) se sentent aussi plus éloignés des élus. 37% d'entre eux pensent qu'ils ont peu d'influence sur eux et 30% qu'ils n'en ont aucune ; 46% affirment qu'il est indispensable d'être un élu pour avoir de l'influence au sein du PS. En revanche, ils ne se considèrent pas plus que la moyenne des adhérents comme de simples exécutants. Surtout, et sans doute parce qu'ils se sentent plus proches des positions actuelles du PS, ils sont ceux qui se disent le plus « tout à fait d'accord » (17% au lieu de 10% dans l'ensemble) avec la proposition selon laquelle les élus représenteraient bien les vues des adhérents à l'Assemblée nationale.

Au total, le degré d'insatisfaction à l'égard du parti apparaît élevé et largement partagé même s'il est un peu plus développé parmi les militants qui se classent à l'extrême gauche. La possibilité de peser réellement sur les orientations et les décisions de l'organisation apparaît assez réduite dans la mesure où les adhérents affirment l'autonomie de leurs dirigeants et de leurs élus. On peut

penser que la faible satisfaction à l'égard du fonctionnement et de l'organisation du parti est un facteur important de la qualité du militantisme. Tout comme en 1985, celui-ci en effet reste limité et relatif.

III – Nouveaux adhérents, nouveaux enjeux ?

Près d'un quart des adhérents socialistes qui ont répondu à l'enquête ont rejoint le PS depuis 1995. La fin du second septennat de F. Mitterrand, la disparition de l'ancien Président, la campagne présidentielle, au cours de laquelle s'est affirmée la personnalité de L. Jospin et dont J. Chirac est sorti vainqueur, l'alternance de majorité parlementaire en 1997 au profit de la gauche plurielle ont représenté des changements importants de la vie politique nationale. La vie interne du PS lui-même a été sensiblement modifiée par la mise en sommeil du système des courants d'opinion et par la pacification de la concurrence que s'y livrent les principaux leaders. Rejoindre le Parti socialiste s'effectue donc dans un contexte assez différent de ceux dans lesquels ont été enregistrées les précédentes vagues d'adhésion. Souvent sollicitée, la notion de génération ne paraît pas pertinente pour rendre compte des traits communs par lesquels pourraient se distinguer des autres socialistes ces nouveaux adhérents. Comme on le verra, adhérent récent et jeune adhérent ne se recouvrent que très imparfaitement. La diversité des expériences et des parcours contrarie l'hypothèse du partage d'une même « conscience stratifiée », selon les termes de K. Mannheim¹⁹, comme de la participation à une même phase du processus collectif. Cependant nous ne pouvons apprécier ici les conséquences de la référence à un événement politique majeur, question ouverte posée dans l'enquête mais non encore dépouillée. Nous nous limiterons

¹⁹. Mannheim (K.), « The problem of generation », *Essays on the sociology of*

ainsi à cerner aussi précisément que possible les propriétés des adhérents les plus récents du PS.

Dans le même temps, l'évolution de la vie politique nationale s'est marquée par la redéfinition des enjeux qui la polarisent. Dix ans plus tôt, des thèmes comme celui des nationalisations ou dénationalisations des entreprises étaient encore saillants et l'autogestion n'avait pas totalement disparu du champ des débats politiques. En 1998, le débat s'oriente vers les questions de société : immigration, problème des sans-papiers, insécurité, place des femmes dans la vie politique, alors même que la réalisation de la monnaie unique donne une nouvelle assise à la construction européenne. Comment les adhérents socialistes, récents et plus anciens, se définissent-ils à l'égard de certains de ces nouveaux enjeux ? c'est ce que nous tenterons d'apprécier dans la seconde partie de cette présentation.

Les socialistes après Mitterrand

Ceux qui ont rejoint le PS depuis 1995 ne se distinguent pas fondamentalement des adhérents plus anciens mais certaines des caractéristiques qui les définissent permettent de dessiner les tendances vers lesquelles évoluent les bases sociales du parti socialiste : un recrutement à un âge relativement élevé, en voie de

knowledge, London, Routledge and Kegan, 1959 (2^e éd.), p. 297.

féminisation très progressive, moins centré sur les catégories d'enseignants, un recrutement de citoyens moins impliqués dans l'action associative ou syndicale.

L'affiliation partisane concerne une faible proportion de jeunes. Les moins de 40 ans ne représentent qu'un tiers des adhérents de la période 1995-1998²⁰. Les moins de 30 ans sont un peu moins nombreux, même, que parmi les adhérents de 1993-1994. La tranche d'âge la mieux représentée est celle des 40-49 ans et, comme dans la moyenne des effectifs, les 40-59 ans forment près de la moitié de l'ensemble des adhérents. Nouvel adhérent et jeune adhérent ne sont donc pas synonymes, la désaffection des tranches d'âge les moins élevées à l'égard du militantisme partisan se fait ressentir au PS comme ailleurs, aujourd'hui plus encore qu'hier.

La lente féminisation du PS se poursuit puisque 32% des adhérents de la période la plus récente sont des femmes, alors qu'elles ne représentent que 14% de ceux qui ont adhéré avant 1970, 22% dans la période 1971-1980 et 29% de 1981 à 1992. Entre 1995 et 1998, leur proportion s'élève de 1% par an, passant de 31% en 1995 à 34% dans les premiers mois de 1998. Cependant la progression la plus importante n'est pas enregistrée au cours de ces dernières années, malgré l'introduction progressive du thème de la parité dans l'exercice des fonctions politiques. Si l'on s'en tient à l'hypothèse certes fragile (mais qu'il n'est pas possible de falsifier

²⁰. L'enquête date d'avril 1998 et ne recense donc que les adhérents enregistrés au cours du premier trimestre de cette année.

en l'absence d'une étude historique portant sur les départs du PS au cours des mêmes périodes), selon laquelle la structure des effectifs actuels reflète relativement celle des adhésions au moment où elles ont été réalisées, on peut observer l'irrégularité de la tendance à la féminisation. Ainsi la proportion de femmes est de 34% parmi les adhérents de 1987 et même de 35% parmi ceux de 1992 mais seulement de 23% chez les adhérents de 1990 et de 28% chez ceux de 1993.

La structure partisane connaît toujours, à sa base aussi, une forte inégalité de genre. Les adhérentes les plus récentes contribuent plus que ce n'est le cas pour les adhérentes plus anciennes à l'auto-positionnement à gauche des socialistes. Celles qui ont rejoint le PS depuis 1995 sont 47%, contre 43% des hommes, à se placer le plus à gauche (en 1 et en 2 sur l'axe gauche-droite). Elles ne sont que 43% contre 45% des hommes parmi les adhérents de la période 1981-1992. Le positionnement en 4 (centre) sur l'axe, qui ne concerne de toute façon qu'une petite minorité de répondants, est plus fréquent chez les femmes ayant adhéré avant 1993 et non après (tableau 26).

Tableau 26 : Positions sur l'échelle gauche-droite par période d'adhésion et par sexe

	1970		1971-1980		1981-1992		1993-1994		1995-1998	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
1-2	50	49	51	49	48	45	47	44	45	49
3	45	42	46	46	47	48	46	49	48	44
4	4	9	3	5	5	6	5	4	6	5

La féminisation relative du PS contribue à modifier en partie son assise sociale. C'est avant tout le cas pour les employés, plus nombreux parmi ceux qui ont adhéré depuis 1988 (15% des nouveaux adhérents contre 8% dans la période 1971-1980). La progression de cette catégorie n'est pas réductible à l'accroissement de la proportion de femmes parmi les adhérents récents. Mais 22% des adhérentes de la période 1995-1998 se définissent comme employées. Il en va de même, à un niveau moindre, pour les professions intermédiaires de la santé et du travail social. Le recul des enseignants, professeurs du secondaire et surtout instituteurs, professions féminisées, s'apparente à une autre logique. Ainsi on relève 9% d'instituteurs et 16% d'institutrices parmi les adhérents d'avant 1993 et seulement 4% d'instituteurs et 9% d'institutrices parmi ceux qui ont adhéré entre 1995 et 1998. Les professeurs du secondaire voient leur proportion réduite de 4% pour les hommes et de 3% pour les femmes entre les deux périodes d'adhésion considérées. La capacité d'attraction du PS à l'égard du monde enseignant (malgré l'augmentation d'un point de la représentation des enseignants du supérieur) paraît bien marquer un net fléchissement. Le PS recrute également moins que par le passé parmi les cadres supérieurs administratifs (7% en 1995-1998 contre 10% avant 1988)(tableau 27).

Tableau 27 : Catégories socio-professionnelles par période d'adhésion

	1970	1971-1980	1981-1992	1993-1994	1995-1998
Petit comm. - Agr.	8	4	3	3	3
Prof. lib.	4	4	3	4	3
Cad. sup.	17	19	17	17	14
Prof. sup. et sc.	13	17	14	12	12
Instituteurs	13	12	8	6	6
Cad. Moyen	13	12	13	12	10
Technicien	7	9	9	6	8
Employé	7	8	13	14	15
Ouvrier	7	6	5	4	5
Autres	7	6	8	14	16

L'élévation du niveau de diplôme dans l'ensemble de la société caractérise également les nouveaux flux d'adhésion à un parti déjà très doté en capital scolaire. La part des non-bacheliers tend continûment à se réduire, passant de 47% parmi les adhérents socialistes d'avant Epinay à 29% chez les plus récents. Plus précisément, c'est le poids relativement plus important de la composante la plus jeune de cette strate d'adhérents qui rend compte de la différence de niveau de diplôme, car, à tranche d'âge égale, un haut niveau de capital scolaire (bac+2 et au-delà) est moins fréquent parmi les nouveaux adhérents (tableau 28).

Tableau 28 : Diplôme par période d'adhésion

	Avant 1971	1971-1980	1981-1992	1993-1994	1995-1998
Aucun - CEP	24	13	11	9	9
BEPC	8	7	6	3	7
CAP - BEP	15	13	16	13	14
Bac	22	21	18	16	17
Bac + 2	7	10	10	11	12
Bac + 3	13	23	26	32	28
Grande école	6	8	6	9	7
Autres	5	5	7	7	7

La pratique religieuse tend en revanche à rapprocher les adhérents les plus récents et les plus anciens : dans ces deux strates, la proportion de catholiques pratiquants est plus faible (on en compte deux fois moins que dans la strate 1971-1980), celle des sans religion plus élevée. Ceci s'éclaire au moins en partie par la socialisation familiale, effectuée plus rarement dans un cas comme dans l'autre dans des familles catholiques pratiquantes (tableau 29).

Tableau 29 : Pratique religieuse de l'adhérent, de la mère et du père, par période d'adhésion

	Avant 1971			1971-1980			1981-1992			1993-1994			1995-1998		
	Adhé-rents	mère	père	Adhé-rents	mère	père	Adhé-rents	mère	père	Adhé-rents	mère	père	Adhé-rents	mère	père
Cat. prat.	9	31	14	16	43	26	11	38	22	8	31	18	8	31	18
Cat. non prat.	35	50	5	36	42	46	37	46	48	34	47	48	37	46	48
Autres	4	4	4	4	5	5	4	5	5	5	6	6	6	6	6
Sans religion	53	15	30	44	10	10	48	11	25	52	15	28	49	16	28

La désyndicalisation, que connaît l'ensemble du monde salarié, affecte logiquement les nouveaux adhérents socialistes. La moitié d'entre eux déclarent n'appartenir à aucune organisation syndicale. Ce sont avant tout la CFDT et la FEN, choix les plus fréquents dans les strates d'adhésion précédentes, qui reculent. Ainsi la CFDT à laquelle appartiennent 31% des adhérents de la période 1971-1980 et 27% de ceux qui ont rejoint le PS de 1981 à 1992 ne compte plus parmi ses membres que 17% des nouveaux socialistes. Quant à la FEN, minorée par la division du mouvement syndical enseignant, elle ne reçoit l'adhésion que de 5% des nouveaux socialistes contre 20% de ceux qui étaient socialistes avant Epinay, 17% de ceux entrés au PS entre 1971 et 1980 et 10% des adhérents de la période 1981-1992. La réduction déjà évoquée de la part des enseignants parmi les nouveaux adhérents explique aussi ce résultat. La non implication dans l'engagement syndical n'est pas compensée par un plus fort attrait du mouvement associatif. Les nouveaux adhérents sont aussi, pour la moitié d'entre eux (51%), à l'écart de ce mouvement, sensiblement plus que ce n'est le cas pour les adhérents plus anciens.

La dimension cumulative des formes de militantisme se vérifie ici par la négative. L'engagement partisan prend aussi chez eux des formes souvent moins actives. 51 % se définissent comme des militants actifs contre 58% de ceux qui ont adhéré entre 1981 et 1992 et 61% des autres. Le statut de simple adhérent ou de militant épisodique est ainsi choisi par près de la moitié des nouveaux

adhérents. Le fonctionnement du parti n'apparaît cependant pas en cause : à l'exception de ceux qui ont connu dans le passé d'autres formes partisans du courant socialiste, ils sont plus nombreux à se déclarer satisfaits de la démocratie interne (66%) et partagent le sentiment, apparemment général, de satisfaction à l'égard de leur engagement partisan (80%). La capacité d'écoute des dirigeants est jugée satisfaisante par près de la moitié d'entre eux contre un peu plus d'un tiers de ceux qui les ont précédés dans l'adhésion depuis Epinay. Partageant, en l'amplifiant, le sentiment éprouvé par les socialistes d'avoir une influence toute relative sur les élus de leur parti, ils rejettent dans des proportions semblables à celles des adhérents plus anciens (environ les deux tiers), l'idée selon laquelle militer aurait surtout un sens dans l'opposition. Ainsi le rapport au parti ne distingue guère les nouveaux socialistes.

La représentation qu'ils se forment de la société introduit, quant à elle, un peu plus de différence. Le sentiment d'appartenir à une classe sociale est moins répandu (58% répondent par l'affirmative contre 65 à 71% dans les autres tranches d'adhésion). A propos de la laïcité, valeur tenue pour fondamentale par une écrasante majorité des répondants, les nouveaux adhérents ne se distinguent pas des autres. Affirmant, à une très grande majorité aussi, leur adhésion à la proposition selon laquelle le modèle républicain est compatible avec l'affirmation des identités communautaires, ils sont un peu plus nombreux (46% contre 40% pour les adhérents de 1971 à 1992 et 34% pour ceux d'avant Epinay)

à se dire tout à fait d'accord avec l'idée que les Maghrébins qui vivent en France seront un jour des Français comme les autres. Les socialistes qui ont adhéré depuis 1993 sont aussi plus nombreux à se dire tout à fait d'accord avec le vote des étrangers non européens aux élections locales ou à souhaiter la régularisation des sans papiers. Un plus haut degré de « libéralisme culturel » les conduit à privilégier, dans des proportions un peu plus importantes le rôle d'éveil à l'esprit critique de l'école. Ainsi la construction du monde social chez les nouveaux socialistes paraît s'articuler autour de trois grandes dimensions: une relativisation sensible de la structuration en classes de la société, un invariant laïque et un fort libéralisme culturel.

La concordance entre les orientations idéologiques des nouveaux adhérents et l'identité du parti socialiste, telle qu'elle s'est redéfinie dans la transition du mitterrandisme au post-mitterrandisme, est relativement forte. C'est bien à un parti de gouvernement, faiblement idéologisé, mais fidèle à sa tradition laïque et républicaine, qu'ils se sont affiliés. Quant à ceux, adhérents plus anciens, qui ont maintenu leur affiliation au PS après l'étiollement des débats suscités par les courants, ils ont accompagné la mutation du parti. Il a fallu, pour beaucoup d'entre eux, reléguer leur attachement au mythe autogestionnaire ou leurs emprunts au marxisme, réhabiliter la référence à la social-démocratie, stigmatisée jusqu'au Congrès de Toulouse (1986) et le cadre intangible de l'économie de marché, ou encore accepter que l'Etat se fasse modeste. En un sens la confirmation de leur engagement dans une

formation politique dont le label, la structure et une partie des dirigeants sont demeurés les mêmes, mais dont les référents politiques et idéologiques ont été assez profondément redéfinis (Congrès de Paris-la Défense, 1991), fait d'eux aussi, à leur manière, si l'on peut dire, de nouveaux socialistes. Non au sens de l'ancienneté de l'adhésion mais à travers le processus de sélection qui s'est discrètement opéré au fil des évolutions successives du parti entre ceux qui sont partis et ceux qui sont restés. Ainsi retrouve-t-on aujourd'hui dans le PS moins d'un quart des socialistes qui étaient membres de ce parti au moment de l'élection de F.Mitterrand à la présidence de la République. L'ancienne géographie des courants, déjà fortement relativisée dans l'enquête que nous avons conduite il y a plus d'une dizaine d'années, apparaît aujourd'hui très recomposée. La trace des anciens courants définit plutôt un partage schématique entre différentes modalités de se dire de gauche qu'un ensemble cohérent de positionnements idéologiques et politiques. Il a paru cependant intéressant, lors même que cette question ne présente plus d'enjeu décisif, de repérer la trace laissée par ces choix affinitaires dans les réponses à l'enquête. La question posée renvoie à la structuration par courants de la fin des années quatre-vingts (Mauroy, Rocard, Ceres, Poperen, Mitterrand).

La répartition des réponses ne fournit aucune indication historique fiable sur le poids respectif des courants. Les recompositions intervenues, le départ vers le Mouvement des citoyens d'une partie des sympathisants du Ceres, l'accès de Michel

Rocard au poste de premier secrétaire, les flux d'entrée et de sortie redistribuent des affiliations de courant, de toute façon reconstituées. Ainsi trouve-t-on à part égale "mitterrandistes" et "rocardiens". Sur beaucoup de dimensions, on relève une forte convergence des réponses entre "mauroyistes" et "mitterrandistes" d'une part, entre sympathisants du Ceres et "poperenistes" d'autre part, en même temps qu'une relative originalité des "rocardiens". Des écarts parfois importants peuvent être relevés entre les réponses des uns et des autres sans que jamais la structure ne puisse se lire en termes d'opposition. Le travail d'homogénéisation partisane paraît ainsi relativement accompli. Les points sur lesquels des distinctions assez significatives apparaissent concernent le profil des militants, les questions de société, le rapport au parti.

Les mitterrandistes et les mauroyistes appartiennent un peu plus souvent aux catégories populaires (22% des mitterrandistes sont ouvriers ou employés contre 13% des rocardiens ou 14% des sympathisants du Ceres), sont plus souvent d'origine populaire (35% de fils d'ouvriers et d'employés contre 30% des rocardiens) et de familles classées à gauche, ont un capital scolaire relativement moins élevé (un tiers de non-bacheliers contre un quart ou moins pour les autres). Les mitterrandistes comptent aussi la plus forte proportion de femmes. Une minorité plus importante d'entre eux manifeste un moindre degré de libéralisme à propos des questions de société. Ainsi sont-ils toujours les plus nombreux à souscrire à l'idée que l'école devrait donner avant tout le sens de la discipline et de

l'effort (un tiers contre un cinquième dans les autres courants), à celle qu'il y a trop d'immigrés en France ou encore à rejeter la proposition selon laquelle les Maghrébins qui vivent en France seront un jour des Français comme les autres. L'âge, le niveau culturel et le statut social rendent compte pour une grande part de la différence observée sur ces positions minoritaires. Plus souvent attachés à reconnaître le rôle de la tradition familiale dans leur engagement partisan, ils sont aussi plus satisfaits du fonctionnement du PS, plus nombreux à apprécier l'efficacité de l'organisation, la capacité d'écoute des dirigeants et le fonctionnement démocratique.

Les rocardiens sont plus souvent catholiques pratiquants (19% contre 12% en moyenne), issus de familles catholiques pratiquantes, appartiennent plus fréquemment aux catégories de cadres supérieurs et de professions libérales (27% contre 15% des mauroyistes et 17% des mitrerrandistes), se retrouvent plus nombreux dans le secteur privé, militent davantage à la CFDT (38% contre 18% des mitrerrandistes) comme les proches de l'ancien Ceres (32%). Ils se classent plutôt en 3 (centre-gauche) sur l'axe gauche-droite (54% contre 46% des mauroyistes, 28% des poperenistes, 31 % des proches du Ceres et 49% des mitrerrandistes). Ils sont sensiblement moins nombreux que les sympathisants de tous les autres courants à ressentir l'impression de vivre dans une société caractérisée par la lutte de classes (57% contre 70%). Ces caractéristiques vont de pair avec un libéralisme plus prononcé à propos des problèmes de société, par lequel ils

rejoignent les courants les plus orientés à gauche dans l'histoire du parti socialiste (Ceres, Poperen). Qu'il s'agisse du rôle de l'école, du vote des étrangers aux élections locales, des lieux de culte pour les musulmans ou de l'insertion des maghrébins nés en France, la distinction s'opère toujours entre ces courants, les nouveaux adhérents qui ne se reconnaissent pas dans ce système de courants et les miterrandistes et mauroyistes.

Une moindre implication dans la structure partisane est aussi à relever. Ainsi les rocardiens sont les seuls à déclarer employer plus de temps dans le militantisme associatif que dans le militantisme de parti. Ils sont aussi plus nombreux à trouver là plus de satisfaction, et inversement, moins nombreux à se définir comme militants actifs.

Proches de l'ancien Ceres et poperenistes conjuguent position à gauche et libéralisme culturel. Respectivement 66% et 70% (contre 48% en moyenne) se classent en 1 ou en 2 sur l'axe gauche-droite. La moitié d'entre eux (contre un tiers dans les autres courants) choisissent les positions 1 et 2 sur l'échelle de transformation de la société. Les trois quarts ont le sentiment d'appartenir à une classe sociale (contre 59% des miterrandistes). L'intervention de l'Etat dans l'économie est fortement valorisée : plus de la moitié des proches du Ceres et les deux tiers des poperenistes estiment que l'Etat n'intervient pas assez. L'appartenance à d'anciens courants minoritaires aiguise la perception critique de la vie interne. C'est parmi eux que le rapport des élus aux militants est jugé le moins satisfaisant et le plus

instrumental, que la capacité d'écoute des dirigeants est porteuse de plus d'insatisfaction.

Les différences mises en exergue dans l'étude des réponses à l'enquête n'ont cependant pas pour effet de définir des univers fortement distincts. Nouveaux et anciens adhérents ont aussi à se situer face aux mêmes enjeux, généralement désignés par l'agenda du gouvernement de la gauche plurielle, dans un contexte politique intérieur marqué par la faiblesse inédite de l'opposition de droite : l'immigration, la sécurité, la parité hommes-femmes, l'avancée de la construction européenne, la réduction de la durée légale du travail. Parmi ces enjeux, nous avons choisi de présenter ici ceux qui ont trait à l'immigration et à la sécurité, dans la mesure où ils révèlent une plus grande diversité interne, au sein d'un parti largement acquis à l'idée de la construction européenne et favorable dans sa grande masse à la réduction de la durée légale du temps de travail.

Immigration et insécurité

Dès les premiers mois de sa gestion gouvernementale, la coalition de gauche plurielle a redéfini sa politique à l'égard de l'immigration. A la suite du conflit des sans-papiers, qui avait marqué les derniers mois du gouvernement Juppé, un cadre législatif a été rapidement établi à l'initiative des ministres de l'intérieur et de la justice pour fixer le statut des étrangers résidant en France et les

conditions d'accès au territoire national des étrangers. La réaffirmation du droit du sol, la régularisation de la situation d'une partie des résidents dépourvus de titres de séjour et, en même temps, le refus d'accueillir de nouveaux contingents d'immigrés, à l'exception de catégories bien définies, ont été clairement revendiqués. Un peu plus tard, les assises de Villepinte ont été l'occasion pour le gouvernement de valoriser le thème de la sécurité et de le réhabiliter en l'associant étroitement à celui de la liberté. Ces positions, préfigurées depuis quelques années par leur introduction dans le débat interne du parti, marquent cependant une inflexion significative par rapport aux dispositions libérales et faiblement sécuritaires d'une partie importante des adhérents et aussi par rapport aux positions publiques adoptées par le PS quand il se trouvait dans l'opposition.

L'enquête comporte un ensemble de questions relatives à l'une et à l'autre de ces thématiques, sept pour l'immigration (foulard islamique, vote des étrangers aux élections locales, régularisation des sans-papiers, maîtrise de l'immigration, existence de lieux de cultes musulmans, intégration des maghrébins, présence des étrangers) et une quinzaine à propos à la fois du sentiment d'insécurité, des mesures à adopter à l'égard de la délinquance juvénile et de la répression des délits. A partir des réponses apportées à ces deux séries de questions, on a tenté de vérifier s'il existait une cohérence entre les positions à l'égard de l'immigration et de la sécurité telle qu'elle partage la population

interrogée selon des lignes nettes, permettant de distinguer un pôle adhérent aux valeurs sécuritaires et restrictives à l'égard de l'immigration et un pôle permissif et rétif à toute restriction à l'égard de la présence des étrangers. Comme dans l'ensemble de la population, un tel clivage apparaît, dans une certaine mesure, parmi les adhérents socialistes mais de manière naturellement spécifique, tant dans la distribution des opinions que dans la combinaison entre préoccupations sécuritaires et attitude à l'égard de l'immigration. Ainsi 29% des adhérents qui ont répondu à l'enquête se disent tout à fait ou assez d'accord avec l'affirmation selon laquelle « il y a trop d'immigrés en France », 30% sont peu ou pas du tout d'accord avec le vote aux élections locales des étrangers non-européens, 12% ne trouvent pas normal que « les musulmans aient des mosquées en France » et 16% n'estiment pas que « les maghrébins qui vivent en France seront un jour des Français comme les autres ». Pour connaître un peu plus précisément les caractéristiques des adhérents qui se définissent par ces dispositions à l'égard de l'immigration, nous avons sélectionné parmi les répondants ceux qui choisissent au moins quatre parmi les six réponses suivantes²¹). 12,5% des personnes correspondent à ce cas de figure. Comme dans la

²¹. « il y a trop d'immigrés en France », tout à fait et assez d'accord ; « on peut tolérer le port du foulard islamique », peu et pas du tout d'accord ; « les maghrébins qui vivent en France seront un jour des Français comme les autres », peu et pas du tout d'accord ; « il est normal que les musulmans aient des mosquées en France », peu et pas du tout d'accord ; « on devrait régulariser tous les sans-papiers », peu et pas du tout d'accord ; « maintenant on ne se sent plus chez soi comme avant », tout à fait d'accord.

population générale, les attributs sociaux et culturels qui tendent à les distinguer définissent un profil populaire. Ainsi les ouvriers (13% contre 5% en moyenne), les employés (19% contre 11%), les techniciens (12% contre 8%) et les artisans, commerçants et agriculteurs (8% contre 4%) sont beaucoup plus nombreux. Dans le même temps, les professeurs du secondaire, les cadres supérieurs, administratifs et techniques, se retrouvent deux fois moins nombreux qu'en moyenne dans ce groupe. Le niveau de diplôme est tout à fait discriminant: 63% (contre 31% en moyenne) n'ont pas le baccalauréat, 15% (contre 40%) ont acquis au moins le niveau d'un premier cycle universitaire. Catholiques pratiquants et sans religion sont sous représentés tandis qu'on relève 57% (contre 38%) de catholiques non pratiquants. Ce groupe se distingue encore par une légère sur-représentation des hommes, des retraités, des tranches d'âge supérieures. Ces adhérents se classent moins souvent à gauche sur l'axe gauche-droite et deux fois plus souvent au centre, mais, du fait de la présence importante des catégories populaires, ils sont plus nombreux à déclarer leur impression de vivre dans une société caractérisée par la lutte de classes.

Les dispositions spécifiantes à l'égard de l'immigration peuvent être associées à des positions sécuritaires. Ainsi 60% d'entre eux (contre 31% en moyenne) disent être souvent ou de temps en temps inquiets pour leur sécurité, 54% (contre 22%) jugent efficace de rétablir les maisons de correction et, si logiquement, pour lutter contre le Front National, 20% d'entre eux (contre 5%) choisissent de

privilégier la lutte contre l'immigration clandestine, ils sont aussi 31% (contre 17%) à opter pour la lutte contre l'insécurité quand on les interroge sur la meilleure manière de combattre le Front National. Un pôle sécuritaire, associé à une ouverture très relative à l'égard de l'immigration, paraît ainsi pouvoir être distingué. Comme dans la société globale, celui-ci témoigne d'une réserve à l'égard de la construction européenne (un tiers seulement, contre la moitié des répondants en moyenne, apprécie comme très positive la mise en place de l'euro) et valorise la référence à la tradition. Ainsi, parmi les raisons d'adhérer au PS, 39% contre 20% indiquent l'importance de la tradition familiale.

Au vu de ces recoupements, apparemment significatifs entre dimension sécuritaire et rapport à l'immigration, il a paru intéressant de définir les caractéristiques de ceux qui se distinguent par un ensemble de positions particulièrement catégoriques sur les questions relatives à la sécurité. La sélection des enquêtés à partir des choix exprimés dans cinq questions²² permet, en retenant ceux qui ont opté au moins quatre fois sur cinq pour les réponses indiquées, de tracer leur profil. Comme dans le groupe précédent, la part des catégories populaires se trouve fortement majorée par

22. « Vous arrive-t-il personnellement d'être sérieusement inquiet pour votre sécurité? » Réponse : souvent et de temps en temps ; « pour lutter contre la montée de la délinquance juvénile, les mesures suivantes seraient-elles, selon vous, efficaces ou non? » - abaisser l'âge de la responsabilité pénale - rétablir les maisons de correction - interdire aux jeunes enfants de circuler la nuit - mettre sous tutelle les allocations familiales des parents d'enfants délinquants- Réponses : très et plutôt efficaces.

rapport à la moyenne, la faiblesse relative du niveau de diplôme, la sur-représentation des catholiques non pratiquants, une position plus fréquente au centre-gauche et au centre sur l'axe gauche-droite sont aussi constatés. La similarité des positions à l'égard de l'immigration (41% contre 16 % en moyenne se disent peu ou pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle « les maghrébins qui vivent en France seront un jour des Français comme les autres, 34% contre 12% ne trouvent pas normal que « les musulmans aient des mosquées en France ») suggère un fort recouvrement entre les deux groupes. Pour autant, il n'y a pas d'homogénéité complète entre les dimensions sécuritaire et de rapport à l'immigration.

Il est en effet difficile de construire une échelle d'attitude (échelle de Loevinger) en associant les réponses aux principales questions relatives à l'une et à l'autre de ces deux dimensions. Celle que nous avons pu réaliser retient les choix d'items pour sept questions ²³. Sa construction a permis de relever la complexité des cheminements logiques qui définissent le rapport à la sécurité et à l'immigration. A l'égard de l'une comme de l'autre, les socialistes apprécient souvent distinctement chacune des mesures ou chacun

²³. Les items associables sont: « les étrangers non européens devraient pouvoir voter aux élections locales »: tout à fait d'accord ; « les maghrébins qui vivent en France seront un jour des Français comme les autres »: tout à fait et assez d'accord ; « vous arrive-t-il personnellement d'être inquiet pour votre sécurité »: de temps en temps, rarement et jamais ; « il y a trop d'immigrés en France », peu et pas du tout d'accord ; « mettre sous tutelle les allocations familiales des parents d'enfants délinquants », pas efficace du tout ; « maintenant on ne se sent plus chez soi comme avant », peu ou pas du tout d'accord ; « l'école devrait former avant tout des gens à l'esprit éveillé et critique ».

des points de vue qui leur sont proposés. Le partage des opinions s'effectue rarement sous la forme d'ensembles supposés cohérents. Il s'agit bien à proprement parler d'enjeux dont le débat interne s'empare, en déclinant les nuances et en faisant ressortir les éventuelles contradictions des points de vue en présence (tableau 30).

Tableau 30 : Caractéristiques des groupes construits par la sélection des réponses sur l'enjeu immigration (1), l'enjeu sécurité (2) et les notes les plus élevées sur l'échelle immigration-insécurité (3)

	Enjeu immigration	Enjeu sécurité	Notes 6-7 sur l'échelle
Hommes	78	77	70
Femmes	22	23	30
Artisan-commerçant	8	7	3
Ouvrier	13	12	3
Employé	19	18	9
Technicien	12	11	5
Professeur	5	7	13
Cadre supérieur administratif	4	5	11
³ Bac + 2	15	21	55
< Bac	63	57	21
Catholique pratiquant	9	11	12
Catholique non pratiquant	57	52	24
Sans religion	31	32	59
Axe gauche droite			
1 - 2	36	38	60
3	50	51	37
4	10	5	2

Ainsi le groupe de répondants sélectionné par une note d'échelle élevée (6 et 7) présente un profil assez distinct des groupes présentés plus haut, mais il n'en est pas l'inverse absolu. Il correspond à 29% des effectifs de l'échantillon. Ces adhérents,

caractérisés par leur libéralisme culturel, sont en effet mieux représentés parmi les catégories sociales supérieures ou moyennes et parmi les sujets dotés d'un fort capital scolaire mais les écarts à la moyenne ne sont pas toujours importants : (13% contre 11% sont professeurs du secondaire, 11% contre 8% cadre administratif supérieur tandis que les ouvriers (3% contre 5%) et les employés (9% contre 11%) sont sous représentés. 55% (contre 41%) ont atteint ou dépassé le premier cycle de l'enseignement supérieur, 21% (contre 33%) n'ont pas atteint le niveau du baccalauréat). L'influence du positionnement idéologique renforce ou corrige l'effet de ces caractéristiques attendues. Ils sont ainsi nettement plus nombreux à se classer en 1 ou en 2 sur l'axe gauche-droite et à se dire sans religion. La volonté de transformer la société est également plus affirmée ainsi qu'une plus grande propension à adhérer à la construction européenne . On relève parmi eux plus de femmes et d'adhérents récents.

Les dispositions à l'égard de l'immigration et de la sécurité jouent ainsi pour partie un rôle de marqueur du libéralisme culturel parmi les adhérents socialistes mais elles le font de manière incomplète car interfère le débat proprement politique sur ces enjeux, débat qui redéfinit les lignes de partage introduites par l'hétérogénéité sociale.

IV – Résultats d'ensemble (en %)

Un biais important apparaît dans les réponses : la proportion de militants âgés est bien supérieure dans l'enquête à ce qu'elle est dans le fichier national du parti, selon les chiffres fournis par une enquête interne annuelle. C'est ainsi que 40% des adhérents qui ont répondu au questionnaire publié dans «l'hebdo» ont plus de 60 ans contre seulement 12% de ceux qui ont répondu au questionnaire interne. Cette distorsion ne manque pas d'être inquiétante et nous a amenés, dans un premier temps, à «redresser» les résultats pour les rendre conformes aux données internes du parti, dont on pouvait supposer qu'elles sont plus ou moins représentatives. Ce redressement n'a que peu d'influence sur les réponses aux questions d'opinion. En revanche, le descriptif de la socio-démographie du PS s'en trouve profondément modifié. Un seul exemple montre la difficulté : la proportion de retraités augmente du simple au double selon qu'on utilise le fichier redressé ou nos propres résultats. Nous sommes ainsi confrontés à un problème de représentativité, non encore résolu à ce jour. Il est de fait que, bien que le questionnaire ait été explicitement adressé aux «adhérents» dans l'hebdomadaire, d'anciens adhérents encore abonnés, âgés par hypothèse, ont pu répondre en nombre à l'enquête. Mais cela ne saurait expliquer l'ampleur du décalage. Il est certain aussi que les chiffres fournis par le PS ne sont pas entièrement fiables, ne serait-ce que parce que, dans le questionnaire «interne», la proportion de non-réponses à la question «âge» atteint 30% en moyenne (près de la moitié dans certaines fédérations), ce qui est considérable et suscite des réserves

quant à la représentativité de ces données, sauf à faire l'hypothèse que ces non-réponses se distribuent de façon aléatoire et ne se concentrent pas dans les tranches d'âge les plus élevées. Il est clair que notre enquête pêche par excès et les résultats du PS par défaut. Cependant, un contrôle statistique effectué par nos soins, à partir des fichiers fédéraux d'origine pour cinq fédérations (Gironde, Haute-Vienne, Ille-et-Vilaine, Isère et Paris) choisies pour leur diversité sociologique, montre que nos résultats sont loin d'être aussi éloignés des données fédérales que nous ne l'avions craint. Nous devrions pouvoir disposer des données d'origine pour toutes les fédérations dans un avenir proche. Contentons-nous dans un premier temps de considérer les résultats que nous avons exposés comme représentatifs des lecteurs de «l'hebdo», adhérents, anciens adhérents ou simples sympathisants, sans prétendre dès aujourd'hui restituer une image fidèle du parti socialiste de 1998.

1. Fédération :

2. Sexe :

1. Homme	72
2. Femme	26
NR	2

3. Année de naissance : 19 _ _

4. Date d'adhésion : 19 _ _

5. Quel est le diplôme le plus élevé que vous avez obtenu ?

1. Aucun diplôme	2
2. Certificat d'études primaires	10
3. BEPC - Brevet des collèges	7
4. CAP	9
5. BEP	5
6. Baccalauréat général	15
7. Baccalauréat professionnel	3
8. Diplôme universitaire bac +2	10
9. Diplôme universitaire bac +3 et plus	24
10. Diplôme d'une grande école	7
11. Autre(s) diplôme(s) (paramédical ou social, agricole)	6
NR	2

6. Quelle est ou quelle était votre profession ?

1. Artisan, commerçant, agriculteur	4
2. Profession libérale	4
3. Cadre administratif supérieur	8
4. Ingénieur, cadre technique supérieur	8
5. Enseignant du supérieur, profession scientifique	3
6. Professeur du secondaire	11
7. Instituteur, professeur des écoles	9

8. Cadre administratif moyen	11
9. Profession intermédiaire de la santé et du travail social	5
10. Technicien	8
11. Employé	11
12. Ouvrier	5
13. Autre	9
NR	2

7. Travaillez-vous (ou avez-vous travaillé) ?

1. Dans le secteur privé	41
2. Dans le secteur public et nationalisé	16
3. Dans la fonction publique (d'État, collectivités territoriales, hôpitaux)	39
NR	4

8. Actuellement, travaillez-vous ?

1. Sous contrat à durée indéterminée, à temps plein	33
2. Sous contrat à durée déterminée, à temps plein	3
3. Sous contrat à durée indéterminée, à temps partiel	3
4. Sous contrat à durée déterminée, à temps partiel	1
5. Vous êtes en préretraite	3
6. Vous êtes à la retraite	38
7. Vous êtes au chômage ou à la recherche d'un emploi	4
8. Autres	11
NR	4

9. Quel est le nombre d'habitants de votre commune de résidence :

1. Moins de 2 000 habitants	20
2. De 2 000 à 10 000 habitants	27
3. De 10 000 à 30 000 habitants	20
4. De 30 000 à 100 000 habitants	15
5. Plus de 100 000 habitants	16
NR	1

10. Quand vous aviez 15 ans, quelle était la profession de votre père ?

1. Artisan, commerçant, agriculteur	24
2. Profession libérale	3
3. Cadre administratif supérieur	4
4. Ingénieur, cadre technique supérieur	5
5. Professeur, profession scientifique	7
6. Instituteur, professeur des écoles	7
7. Cadre administratif moyen	1
8. Profession intermédiaire de la santé et du travail social	4
9. Technicien	12
10. Employé	24
11. Ouvrier	8
12. Autre	
NR	2

11. Indépendamment de l'éducation religieuse que vous pourriez avoir reçue, diriez-vous que vous êtes aujourd'hui :

1. Catholique pratiquant	12
2. Catholique non pratiquant	36
3. Autre religion	4
4. Sans religion	47
NR	1

12. Lorsque vous étiez enfant, vos parents étaient-ils :

	Père	Mère
Catholique pratiquant	20	36
Catholique non pratiquant	46	45
Autre religion	5	5
Sans religion	25	12

NR : 4 NR : 2

13. On classe habituellement les Français sur une échelle de ce genre où, comme vous le voyez, il y a deux grands groupes : la gauche et la droite. On peut classer les gens plus ou moins à gauche ou plus ou moins à droite. Vous, personnellement, où vous situez-vous sur cette échelle (entourez le chiffre qui correspond à votre réponse) ?

2 45 46 5 NR : 2

Extrême gauche

Extrême droite

14. A quel âge vous êtes-vous intéressé(e), pour la première fois, à la politique ? --

15. Quel est l'événement (politique, économique ou social) qui vous a personnellement le plus marqué ?

16. Lorsque vous étiez enfant, est-ce qu'on parlait politique à la maison ?

1. Fréquemment	31
2. De temps en temps	38
3. Rarement	22
4. Jamais	9
NR :	1

17. Diriez-vous que votre père et votre mère sont (ou étaient) plutôt de gauche, plutôt de droite, ou ni de gauche ni de droite ?

	Père	Mère
Plutôt de gauche	64	55
Plutôt de droite	21	22
Ni de gauche, ni de droite	12	22

NR : 3 NR : 2

18. Avez-vous le sentiment d'appartenir à une classe ou un groupe social ?

1. Oui	61
2. Non	33
NR	6

Si oui, laquelle ou lequel ?

19. Avez-vous appartenu, dans le passé, à l'une des organisations politiques suivantes ?

1. SFIO	8
2. FGDS	2
3. CIR	1
4. PSU	7
5. PCF	4
6. Une organisation d'extrême-gauche	3
7. Un parti du centre ou de la droite	1
8. Aucune + NR	74

20. Avez-vous quitté le PS dans le passé, avant d'y revenir ?

1. Oui	11
2. Non	86
NR	3

Si oui, quand l'avez-vous quitté ? 19 __ __

Quand avez-vous réadhéré ? 19 __ __

21. Dans le passé, duquel de ces courants vous êtes-vous senti le plus proche ?

1. Courant Mauroy	9
2. Courant Rocard	26
3. Ceres	8
4. Courant Poperen	6
5. Courant Mitterrand	26

6. Vous n'étiez pas membre du PS	22
NR	4

22. Considérez-vous que vous êtes :

1. Un simple adhérent du parti	19
2. Un militant épisodique	24
3. Un militant actif	57
NR	1

23. Assistez-vous aux réunions de votre parti ?

1. Oui, régulièrement	71
2. Oui, de temps en temps	19
3. Oui, mais rarement	7
4. Non, jamais	2
NR	1

24. Votre section se réunit-elle :

1. Au moins une fois par mois	45
2. Plusieurs fois par an	51
3. Une fois par an	1
4. Moins d'une fois par an	1
NR	2

25. A l'heure actuelle, occupez-vous une des fonctions de responsabilité suivantes ?

	Oui	Non	NR
Responsable de section	15	80	6
Responsable fédéral	8	78	14
Responsable national	1	81	18

26. Combien de temps par mois en moyenne consacrez-vous à vos activités de parti ?

1. Moins d'une heure	22
2. De une à trois heures	34

3. De trois à cinq heures	18
4. De cinq à dix heures	11
5. Plus de dix heures	10
NR	5

27. Faites-vous état de votre appartenance au Parti socialiste sur votre lieu de travail ?

1. Oui	69
2. Non	21
NR	11

28. Si vous connaissez personnellement des élus, estimez-vous avoir de l'influence sur eux ?

1. Beaucoup d'influence	4
2. Moyennement d'influence	32
3. Peu d'influence	38
4. Pas du tout d'influence	22
NR	4

29. Pensez-vous que, pour obtenir de l'influence à l'intérieur de votre parti, il soit bon d'être un élu local (conseiller municipal, maire, conseiller général) ?

1. Oui, c'est indispensable	37
2. C'est utile, mais pas nécessaire	51
3. Cela n'a pas grande importance	9
4. C'est plutôt nuisible	1
NR	1

30. Pensez-vous que les élus socialistes de votre fédération considèrent que les militants :

1. Sont de simples exécutants de leurs campagnes électorales	54
2. Sont partie prenante dans la définition de ces campagnes	42
NR	4

31. Avez-vous, ou avez-vous eu, un mandat électif ?

	Oui	Non	NR
Conseiller municipal	33	61	6
Maire	6	70	23
Conseiller général	3	71	26
Conseiller régional	2	71	27
Parlementaire	1	71	27

32. Vous personnellement, vous sentez-vous...

- 1. Seulement Français 3
- 2. Plus Français qu'Européen 31
- 3. Autant Européen que Français 65

NR : 1

33. Dans l'ensemble, pensez-vous que la mise en place de l'euro soit :

- 1. Une très bonne chose 47
- 2. Une assez bonne chose 45
- 3. Une assez mauvaise chose 4
- 4. Une très mauvaise chose 2

NR : 2

34. Voici plusieurs opinions. Comment vous situez-vous par rapport à elles sur ces échelles ?

4 15 35 25 12 5 NR : 3

L'État intervient trop

L'État n'intervient pas assez

25 41 1 3 1 NR : 2

Il faut changer

Il ne faut pas changer

complètement la société

du tout la société

35. Voici quelques propositions au sujet de la place des partis politiques dans la vie politique. Pouvez-vous me dire ce que vous pensez de chacune d'entre elles ?

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	NR
Mon parti doit rester fidèle à ses objectifs et à ses principes même s'il doit perdre des électeurs	59	34	4	1	2
Mon parti doit tendre à conquérir le plus grand nombre possible d'électeurs et à représenter leurs intérêts	38	39	15	5	2
Avec l'élévation du niveau d'information des citoyens, les dirigeants politiques doivent tenir le plus grand compte de l'opinion publique	40	41	14	2	2
Ce n'est qu'en exerçant les responsabilités du pouvoir qu'un parti peut changer les choses	50	37	8	2	2

36. Dans les cinq dernières années, avez-vous :

	Oui	Non	NR
Signé une pétition du PS ou à laquelle il était associé	78	12	10
Donné de l'argent au PS (hors cotisation)	55	34	11
Distribué des tracts pendant une campagne électorale	79	12	9
Été candidat à une fonction à l'intérieur du parti	29	59	12
Été candidat à une fonction élective au niveau local ou national	33	55	11

37. Êtes-vous d'accord, ou non, avec les propositions suivantes :

	Tout à fait d'accord	Assez d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	NR
Les dirigeants du parti ne sont pas très attentifs à ce que pensent les adhérents	22	51	22	2	3
Les membres du PS font partie d'un ensemble qui pense de la même manière et travaille solidairement	6	42	42	7	3
Aller aux réunions de section peut être fatigant après une journée de travail	10	36	31	18	4
Être actif dans le parti est un bon moyen de rencontrer des personnes intéressantes	45	46	5	1	2
Participer aux activités du parti vous éloigne souvent de votre famille	13	42	31	10	4
Beaucoup de gens pensent que les militants sont sectaires	13	44	30	9	3
Le travail des adhérents n'est pas souvent reconnu	35	46	14	2	3
En général, les élus du PS à l'Assemblée Nationale essaient de représenter les vues des adhérents du parti	10	56	27	4	3
La seule façon d'être informé en politique est d'être adhérent d'un parti	20	29	35	14	2
Les partis en général sont plus intéressés à représenter les électeurs que les militants	21	56	17	2	4

38. Parmi les raisons d'être du PS, quelles sont, selon vous, celles qui sont les plus essentielles ?

	1ère réponse	2ème réponse	NR
1. - Défendre les droits de l'homme	42	14	44
2. - Réformer la société en profondeur	44	22	33
3. - Défendre les valeurs républicaines	42	22	36
4. - Se mettre à l'écoute du mouvement social	35	25	40

39. Parmi les raisons suivantes qui vous ont conduit à adhérer, quelles sont celles qui vous paraissent importantes, ou non :

	Très importante	Assez importante	Peu importante	Pas importante du tout	NR
Vous opposer à l'extrême-droite	64	17	10	4	6
Participer à la transformation de la société	62	31	2	-	4
Combattre la droite	35	41	16	2	6
Gagner les élections	42	39	10	2	6
Changer les pratiques politiques	50	36	8	1	6
Exercer des responsabilités électives	10	21	34	27	8
Exercer des responsabilités dans le parti	7	22	39	25	8
S'occuper des gens	41	41	9	3	6
Suivre la tradition familiale	7	13	22	50	8
Participer au débat politique	46	41	6	2	4

40. A propos de votre expérience dans le PS, diriez-vous que vous êtes satisfait, ou non, des éléments suivants :

	Très satisfait	Assez satisfait	Peu satisfait	Pas satisfait du tout	NR
L'intérêt des discussions politiques	15	54	24	4	4
La participation du PS aux mobilisations collectives	12	57	24	3	4
L'efficacité de l'organisation	9	53	27	5	4
La capacité d'écoute des dirigeants	5	34	42	14	4
Le fonctionnement démocratique du parti	16	46	25	10	4

41. Nous voudrions connaître votre degré de sympathie à l'égard des partis politiques suivants. Pouvez-vous les noter de 0 à 10 (0 : pas du tout de sympathie ; 10 : beaucoup de sympathie)

	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Le parti communiste	3	3	6	8	8	19	13	14	14	5	4
Le mouvement des citoyens	5	5	6	9	11	17	13	12	10	4	3
Le parti radical de gauche	4	4	8	10	11	20	14	11	8	3	2
Les verts	4	4	7	9	10	17	13	12	12	5	4
Force démocrate	30	12	12	10	8	9	4	2	2	1	1

42. Certaines révisions de la constitution ou des lois électorales sont envisageables. Vous-même, seriez-vous favorable, ou non, à :

	Tout à fait favorable	Assez favorable	Peu favorable	Pas favorable du tout	NR
La réduction du mandat présidentiel à 5 ans	72	17	6	3	1
L'inscription de la parité hommes/femmes dans la Constitution	51	26	14	7	2
La représentation proportionnelle pour les élections législatives	14	23	32	27	4
L'élargissement du référendum aux problèmes de société	20	33	31	13	3
L'instauration du référendum d'initiative populaire	16	26	33	21	4

43. Voici une série d'affirmations. Pouvez-vous dire si vous êtes d'accord, ou non, avec ces affirmations :

	Tout à fait d'accord	Assez d'accord	Peu d'accord	Pas d'accord du tout	NR
On peut tolérer le port du foulard islamique à l'école	6	14	24	54	1
Les étrangers non européens devraient pouvoir voter aux élections locales	38	31	14	16	1
On devrait régulariser tous les sans-papiers	8	19	38	33	2
On ne pourra jamais maîtriser complètement l'immigration	39	46	10	4	2
Il est normal que les musulmans aient des mosquées en France	51	35	8	4	1
Avec l'Union européenne, la France sera mieux protégée contre les risques liés à la mondialisation de l'économie	34	44	14	5	2
Maintenant, on ne se sent plus chez soi comme avant	5	12	29	52	2
Les Maghrébins qui vivent en France seront un jour des Français comme les autres	41	41	12	4	2
Il y a trop d'immigrés en France	9	20	36	33	2

44. Pensez-vous que la réduction du temps de travail à 35 heures, sans diminution de salaire, sera efficace pour réduire le chômage ?

1. Très efficace	16
2. Assez efficace	56
3. Peu efficace	24
4. Pas efficace du tout	3
NR	1

45. Dans les conditions actuelles d'une économie de marché, à l'heure de la mondialisation, diriez-vous que les possibilités d'action d'un gouvernement national sont :

1. Très larges	3
2. Assez larges	32
3. Assez réduites	57
4. Très réduites	6
NR	2

46. Tout bien considéré, estimez-vous que la France a bénéficié, ou non, de son appartenance à l'Union européenne ?

1. A bénéficié	86
2. N'a pas bénéficié	11
NR	3

47. Si l'on annonçait demain que l'Union européenne est abandonnée, éprouveriez-vous :

1. De grands regrets	86
2. De l'indifférence	10
3. Un vif soulagement	2
NR	2

48. Pour lutter contre le Front national, faut-il privilégier : (une seule réponse)

1. La lutte contre le chômage	76
2. La lutte contre l'insécurité	17
3. La lutte contre l'immigration clandestine	3
NR	2

49. En pensant à l'école, pouvez-vous dire avec laquelle de ces deux opinions vous êtes le plus d'accord : (une seule réponse)

1. L'école devrait donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort	30
2. L'école devrait former avant tout des gens à	

l'esprit éveillé et critique 68
NR 2

50. Voici deux propositions. Pouvez-vous nous dire celle avec laquelle vous êtes le plus d'accord : (une seule réponse)

1. Le modèle républicain est compatible avec
l'affirmation des identités communautaires 82
2. Le multiculturalisme est incompatible avec
l'idée de creuset républicain 13
NR 6

51. Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes d'accord, ou non, avec chacune des propositions suivantes ?

	Tout à fait d'accord	Assez d'accord	Peu d'accord	Pas d'accord du tout	NR
La laïcité est un combat qui a eu sa raison d'être mais qui est aujourd'hui dépassé	6	12	18	56	7
La laïcité est une valeur fondamentale toujours actuelle	76	16	4	1	7
La laïcité est une tradition qui doit aujourd'hui chercher à se redéfinir	26	37	16	14	7

52. Pensez-vous que les tribunaux sont beaucoup trop sévères, pas assez sévères, juste comme il faut en ce qui concerne :

	Beaucoup trop sévères	Pas assez sévères	Juste comme il faut	NR
Les excès de vitesse	14	44	39	3
La fraude fiscale	2	84	12	3
Les vols et les agressions	2	56	38	4
Les attaques à main armée	1	60	35	4
Le trafic de drogue	2	78	17	3
Les affrontements entre jeunes et policiers	17	37	40	5

53. Pour lutter contre la montée de la délinquance juvénile, les mesures suivantes seraient-elles, selon vous, efficaces ou non :

	Très efficaces	Plutôt efficaces	Plutôt peu efficaces	Pas efficaces du tout	NR
Abaisser l'âge de la responsabilité pénale	10	32	34	19	4
Rétablir les maisons de correction	6	16	34	39	4
Interdire aux jeunes enfants de circuler seuls la nuit	20	33	26	18	2
Mettre sous tutelle les allocations familiales des parents d'enfants délinquants	28	36	19	13	3
Développer l'éducation civique à l'école	64	30	4	1	1
Développer les équipements collectifs pour les jeunes	64	30	4	-	1
Développer les peines de substitution (travaux d'intérêt général)	59	35	4	1	2

54. Vous arrive-t-il personnellement d'être sérieusement inquiet pour votre sécurité ?

1. Souvent	5
2. De temps en temps	26
3. Rarement	44
4. Jamais	22
NR	3

55. En voyant ce qui se passe autour de vous, avez-vous l'impression que nous vivons dans une société caractérisée par la lutte des classes ?

1. Tout à fait l'impression	27
2. Plutôt l'impression	38
3. Plutôt pas l'impression	27
4. Pas du tout l'impression	6
NR	2

56. Êtes-vous d'accord avec la proposition suivante : le militantisme a un sens surtout dans l'opposition ?

1. Tout à fait d'accord	16
2. Assez d'accord	21
3. Peu d'accord	30
4. Pas d'accord du tout	31
NR	2

57 a. Vous-mêmes, êtes-vous favorable à la participation des ministres communistes au gouvernement ?

1. Très favorable	52
2. Assez favorable	40
3. Peu favorable	6
4. Pas favorable du tout	1
NR	1

57 b. Et à celle des écologistes ?

1. Très favorable	41
2. Assez favorable	42
3. Peu favorable	13
4. Pas favorable du tout	3
NR	1

58. Parmi les organisations syndicales suivantes, à laquelle appartenez-vous ?

1. CGT	6
2. CFDT	24
3. FO	6
4. FEN	12
5. FSU	4
6. SUD ou groupe des dix	1
7. Association professionnelle	4
8. Autres	5
9. Aucune	35
NR	2

59. Avez-vous appartenu à un mouvement de jeunesse ?

1. Scout	10
2. JOC, JEC, JAC	12
4. UEC	1
5. MJS	5
6. Léo-Lagrange	3
7. Divers	11
8. Aucun	50
NR	3

60. Appartenez-vous aux associations ou aux mouvements suivants ?

	Oui	Non	NR
Parents d'élèves	15	45	30
Logement	8	54	38
Consommation	11	52	37
Environnement	12	50	37
Humanitaires et droits de l'homme	37	36	27
Sportives, culturelles	49	27	24
Autres	40	27	33

61. Si vous avez différentes activités militantes (politique, syndicale, associative), pouvez-vous préciser :

	Parti	Syndicat	Association	NR
Celle à laquelle vous consacrez le plus de temps	41	9	37	13
Celle où vous exercez le plus de responsabilités	25	11	41	22
Celle qui vous apporte le plus de satisfaction	34	8	40	17

62. Au bout du compte, diriez-vous aujourd'hui que vous êtes très satisfait, ou non, de votre engagement ?

	Très satisfait	Assez satisfait	Peu satisfait	Pas du tout satisfait	NR
Dans votre parti	25	56	15	2	2
Dans votre syndicat	9	28	14	4	45
Dans les associations auxquelles vous appartenez	30	44	5	1	20

RAPPEL DES PUBLICATIONS PRECEDENTES

Cahier n°1 (janvier 1988) & **Cahier n°2** (mars 1988)

L'élection présidentielle de 1988 - données de base & journée d'étude.

Cahier n°3 (novembre 1988)

Approche politique de la grève en France 1966-1988.

Cahier n°4 (juin 1989) *

Crise et radicalisation politique - années 30/années 80.

Cahier n°5 (novembre 1989) *

Les organisations syndicales et professionnelles agricoles en Europe.

Numéro spécial (septembre 1990)*

L'électeur français en questions - tableaux de résultats.

Cahier n°6 (février 1991)

Le vote écologiste : évolutions et structures.

Numéro spécial (novembre 1991 remplacé par numéro d'octobre 95)

Les électors sous la Ve république - données d'enquête.

Cahier n°7 (mars 1992)

Conflictualité en France depuis 1986 : le cas de Peugeot-Sochaux.

Cahier n°8 (décembre 1992) *

Changement social, changement politique à Aulnay-sous-bois.

Pré-actes du colloque tomes 1,2 et bibliographie (mars 1993)

L'engagement politique : déclin ou mutation.

Cahier n°9 (juin 1993)

Le modèle français de production de la loi. Première contribution à une recherche sur la régulation politique de la famille.

Cahier n°10 (juin 1994)

Les associations dans la société française : un état des lieux.

Cahier n°11 (décembre 1994)

Matinée d'étude du CEVIPOF du 27 mai 1994 : les syndicats européens et les élections européennes.

Cahier n°12 (février 1995)

Attitudes politiques des agriculteurs. Analyses & commentaires.

Cahier n°13 (septembre 1995)

Les collectifs anti-front national.

Cahier n°14 (décembre 1995)

L'espace politique en milieu rural. " Les maires des communes de moins de 10 000 habitants ".

Cahier n°15 (juin 1996)

La famille dans la construction de l'Europe politique.

Actes du colloque. L'Europe des familles, Paris, CNRS, 17-18 novembre 1995.

Cahier n°16 (mai 1997)

La république aujourd'hui : mythe ou processus ?

Cahier n°17 (juin 1997)

Les énarques en cabinets : 1984 - 1996.

Cahier n°18 (novembre 1997)

La citoyenneté - le libéralisme - la démocratie.

Cahier n°19 (mai 1998)

Le dialogue national pour l'Europe - « Un débat européen à l'épreuve des réalités locales ».

Cahier n°20 (août 1998)

Le Racisme – le Multiculturalisme.

Cahier n°21 (janvier 1999)

Les opinions et les comportements politiques des ouvriers : Une évolution inévitable ? Irréversible ?

Cahier n°22 (janvier 1999)

La spirale de Vilvorde : Médiatisation et politisation de la protestation.

* Ces cahiers sont épuisés